

REPÈRES

Gorbatchev est le réel adversaire d'Eltsine aux présidentielles de Russie

PIERRE TAILLEFER Agence France-Presse MOSCOU

Cent cinq millions d'électeurs vont choisir aujourd'hui le premier président de Russie, une élection préparée sans passions mais décisive pour la définition des futurs rapports entre le pouvoir central, représenté par Mikhaïl Gorbatchev, et la plus puissante république de l'Union.



L'élection de Boris Eltsine ne fait pas de doute mais sa victoire dès le premier tour ne paraît plus aussi certaine, la popularité du dirigeant russe s'étant érodée depuis son accession à la tête du Parlement de la république soviétique l'an dernier.

Une chaise vide

Pour riposter à une sourde campagne sur un deuxième tour inévitable, alimentée par un sondage soulignant la chute de son capital de confiance ces derniers mois (passé de 60 à 44 p. cent), Boris Eltsine et son entourage se veulent rassurants, se déclarant sûrs du succès avec une majorité de 55 et 60 p. cent des votants.

L'enjeu est de taille : Boris Eltsine, dans sa confrontation avec Mikhaïl Gorbatchev, mise sur une légitimité populaire dont ne peut se prévaloir le président soviétique, élu par le Congrès des députés. Une victoire sur le fil du rasoir diminuerait le prestige de celui qui entend incarner les aspirations du peuple aux changements.

Le président du Parlement russe paraît si sûr de lui qu'il se comporte déjà en chef d'État, boudant, lundi soir, l'unique débat télévisé entre les candidats, sous prétexte d'une « visite de travail » dans le Grand Nord sibérien.

Ses cinq adversaires se sont ainsi retrouvés face à une chaise vide, pour de longs monologues soigneusement chronométrés au nom de l'égalité. Cette émission sans piquant, où les candidats n'avaient ni le temps d'exposer un programme, dont ils sont d'ailleurs dépourvus, ni d'interpeller véritablement leurs concurrents, a été à l'image d'une campagne électorale presque inexistante.

Pas de meetings populaires, peu ou pas d'affiches et de tracts, les six candidats se sont limités à paraître sur la télévision, à compter sur la presse écrite et à se rendre dans quelques villes de Russie. Ils ont ainsi visité des entreprises ou des fermes collectives et pris la parole dans des salles closes devant des auditoires convoqués par invitations. La seule manifestation à Moscou a réuni lundi soir 25 000 partisans du dirigeant russe, moins que pour les dernières manifestations des réformistes.

Boris Eltsine, 60 ans, retrou-

ve face à lui Nikolai Rykov, 61 ans, l'ancien premier ministre soviétique qui porte encore sur le visage les traces de l'infarctus qui l'avait forcé à quitter son poste en décembre dernier. C'est son principal adversaire, opposant au credo libéral du dirigeant russe les impératifs de changements à « petit pas ». Il bénéficie du soutien du Parti communiste mais ne s'en réclame pas, préférant se présenter comme le candidat des « collectifs de travailleurs ».

Ils s'opposent à l'ancien ministre de l'Intérieur Vadim Bakatine, 53 ans, un communiste de la perestroïka, au général ultra conservateur Albert Makachov, 53 ans, chef de la région militaire Oural-Volga, à un élu communiste de Sibérie, Alman-Gueldy Toulejev, 47 ans, et à un ultra nationaliste russe aux propos enflammés, Vladimir Jirinovski, 45 ans.

Un choc de personnalités

Plus qu'un choc de programmes, aucun des candidats n'étant en mesure de détailler ses projets, c'est à un choc de personnalités que sont conviés les électeurs. La presse conservatrice, qui depuis des semaines tire à boulets rouges sur Boris Eltsine, est maintenant passée aux attaques personnelles, mettant en doute sa probité, avec de vieux dossiers de liens avec la mafia italienne ou de marché douteux avec des hommes d'affaires occidentaux.

Pravda, l'organe officiel du parti, a pour sa part publié lundi un portrait au vitriol du président du Parlement russe. Ces attaques devraient avoir peu d'impact sur la décision des électeurs, même si Eltsine ne peut espérer répéter les scores de près de 90 p. cent des voix obtenus en 1989 à Moscou ou l'année suivante à Sverdlovsk, son fief de l'Oural. Il lui faut compter cette fois avec le conservatisme des campagnes et le poids de l'appareil communiste dans les régions.

Faute de pouvoir lui barrer la route, le Parti communiste a choisi la discrétion, s'engageant à peine derrière Nikolai Rykov de telle sorte qu'il sera difficile de mesurer sa véritable audience, d'autant que quatre des candidats sont communistes.

L'armée confirme pour sa part son arrivée en force sur la scène politique, les deux principaux candidats ayant choisi un militaire pour le poste de vice-président.

Eltsine se dit aujourd'hui prêt, après des mois de « guerre des lois », à collaborer avec un Mikhaïl Gorbatchev revenu sur la voie des réformes. La trêve paraît fragile. Eltsine songe déjà à la prendre de vitesse sur ce qui était jusque-là une chasse gardée du Kremlin : les relations soviéto-américaines. Selon un de ses conseillers, le futur président compte se rendre aux États-Unis dès le 20 juin, projet non confirmé pour le moment à Washington.

Rafsandjani préconise une « action préventive » pour éviter une catastrophe aux chiites d'Irak

Agence France-Presse TÉHÉRAN

Le président iranien Ali-Akbar Hachémi-Rafsandjani a préconisé hier « une action préventive contre une catastrophe » menaçant « la communauté chiite en Irak », lors d'un entretien au téléphone avec le chancelier allemand Helmut Kohl.

Il faut une « action internationale sérieuse » en raison de « la concentration de troupes baassistes menaçant les chiites dans le sud de l'Irak », a dit Rafsandjani, cité par l'agence iranienne Irna, qui ajoute que le chancelier allemand a « affirmé que son pays était prêt à aider à prévenir des développements néfastes » en Irak.

L'agence iranienne affirme qu'« un million de chiites en Irak vivent en état de siège dans les marais, menacés par l'artillerie lourde des troupes baassistes ».

À New York, l'Iran a officiellement demandé hier à l'ONU de prendre toutes les mesures nécessaires pour contraindre le gouvernement irakien à mettre un terme aux attaques contre « son propre peuple ». L'ambassadeur Kamal Kharrazi a indiqué disposer d'infor-

mations selon lesquels « le régime irakien se prépare à attaquer les chiites dans le sud du pays ».

« Nous voulons mettre en garde la communauté internationale à propos de massacres contre les populations chiites (irakiens) qui pourraient se transformer en génocide », a-t-il dit.

Le Pentagone a partiellement dément les informations iraniennes, le porte-parole Pete Williams indiquant que les États-Unis « sont conscients des activités militaires irakiennes » engagées « depuis plusieurs semaines » contre les chiites dans cette région, mais précisant qu'il ne s'agit que d'« escarmouches ». « Nous n'avons pas la preuve d'une offensive de grande envergure », a-t-il dit.

Cette région marécageuse ne peut fournir de subsistance à de nombreuses personnes et les informations voulant que 400 000 à 500 000 chiites s'y soient réfugiés « sont à prendre avec un extrême scepticisme », a-t-il ajouté.

À Bagdad, le ministère de la Défense a démenti les informations iraniennes sur des affrontements dans le sud de l'Irak. « La situation est totalement calme dans les provinces de Bassorah et de Missan, et il n'y a pas de

troubles dans ces régions », a dit le porte-parole irakien.

Mère Teresa, prix Nobel de la Paix, quittait entre-temps Genève pour l'Irak à bord d'un avion affrété par l'ONU en compagnie d'une vingtaine de gardes de sécurité onusiens. Invitée par le ministère de la Santé irakien, Mère Teresa a l'intention de venir en aide aux réfugiés. Son départ prévu fin mai avait été retardé pour des raisons logistiques. Trois religieuses de son ordre l'accompagnent en Irak.

L'actrice britannique Vanessa Redgrave est arrivée de son côté hier à Bagdad, où elle compte réaliser un film documentaire, au profit de l'UNICEF, sur « les souffrances des femmes et des enfants en Irak » causées par la situation d'après-guerre.

L'actrice, qui est accompagnée d'une équipe de télévision, a déclaré aux journalistes que, pour réaliser ce documentaire de 30 minutes, elle se rendrait dans plusieurs villes irakiennes, dont Bassorah et Amara, dans le sud chiite du pays.

Le représentant de l'UNICEF à Bagdad, qui a accueilli Vanessa Redgrave, a déclaré que son organisation poursuivait ses efforts en vue de fournir une assistance de 32 millions \$ au profit des femmes et des enfants en Irak.

Amnesty réclame l'arrêt des procès « iniques » au Koweït

Agence France-Presse LONDRES

Amnesty International a condamné hier les procès « iniques » au Koweït de personnes accusées de « collaboration » pro-irakienne et réclamé l'arrêt des procédures judiciaires jusqu'à ce qu'elles soient conformes au droit international.

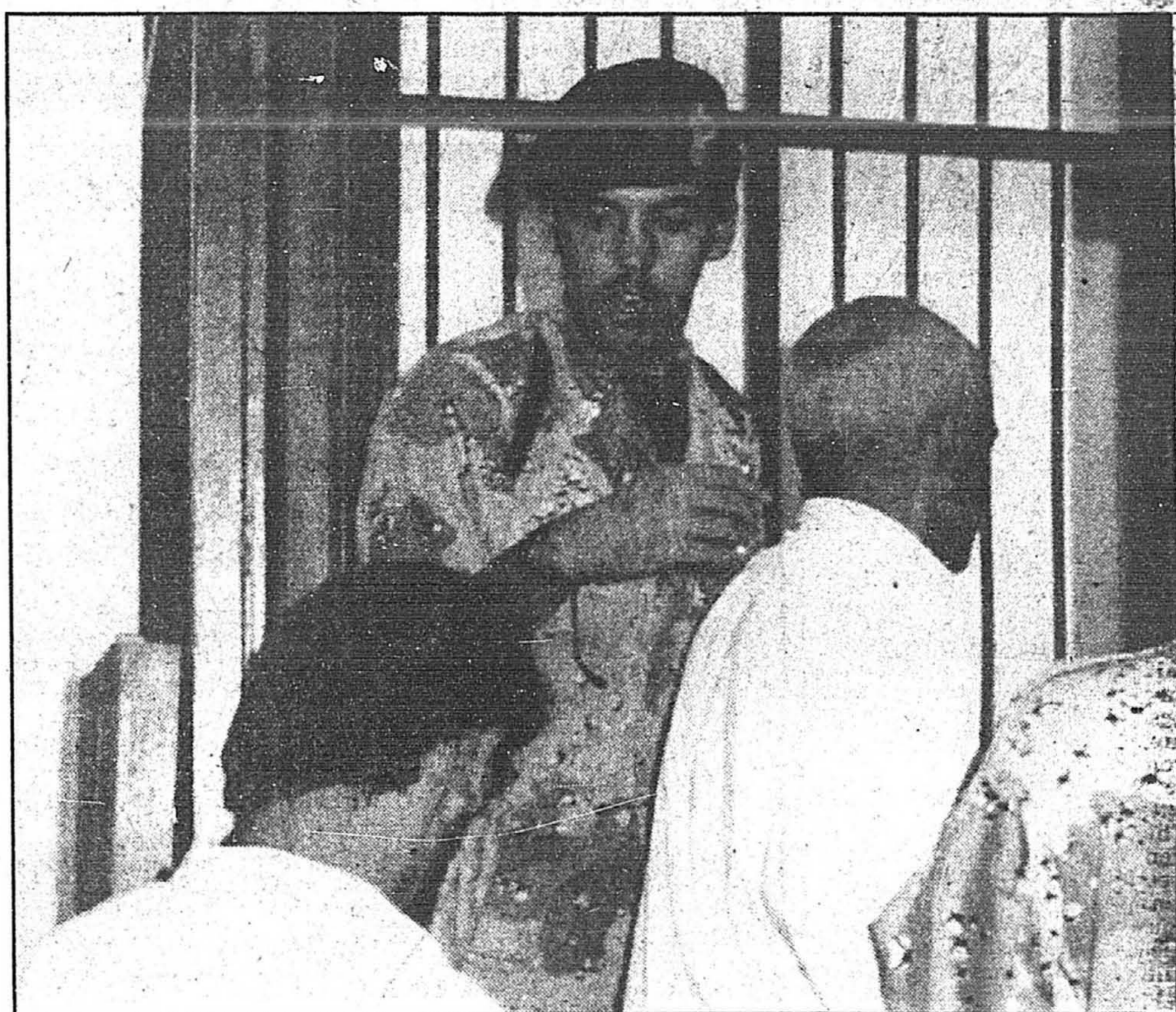
« Jusqu'à présent, les procédures ont été déficientes dans toutes les phases critiques : avant, pendant et après les audiences, déniant aux accusés le droit de faire appel devant une instance supérieure », affirme l'organisation de défense des droits de l'Homme dans un communiqué publié à Londres.

Al « appelle les autorités koweïtiennes à mettre fin aux poursuites tant que tous les accusés ne bénéficieront pas d'un procès équitable ».

La semaine dernière, un homme accusé de collaboration avec les forces irakiennes a été, pour la première fois, condamné à la peine de mort. Amnesty demande que la sentence soit commuée en peine de prison. « Les procès iniques sont déjà assez graves dans les cas où les accusés risquent une peine d'emprisonnement, mais ils sont absolument intolérables quand la sentence est la mort », souligne Amnesty.

Prisonniers isolés

Selon l'organisation, les violations des droits de l'Homme continuent sur une grande échelle dans l'Émirat et les autorités koweïtiennes « ne semblent pas avoir pris des mesures efficaces pour mettre fin aux arrestations arbitraires, aux disparitions, à la



Les procès « iniques » de soi-disant collaborateurs de l'Irak se poursuivent au Koweït.

PHOTO AP

torture et aux morts suspects dans les prisons ».

Les prisonniers, ajoute Amnesty, sont complètement isolés du monde extérieur. La plupart n'ont pas accès à leurs familles, aux avocats et à des médecins indépendants.

Amnesty International a reçu une liste officielle de plus de 850 prisonniers, la plupart détenus dans la prison militaire et la prison de sécurité d'État du Koweït.

Plus de 100 civils irakiens, arrêtés au Koweït à la fin de la guerre du Golfe, ont été expulsés depuis dimanche vers l'Irak en dépit des protestations de plusieurs d'entre eux qui ne voulaient pas regagner leur pays, a-t-on constaté entre-temps sur place.

Quatre autocars ont quitté hier le centre de tri de Choueïkh, dans la capitale, avec une soixantaine

d'Irakiens. Interrogé sur leur destination, un responsable koweïtien a répondu : « l'Irak ».

Des diplomates occidentaux ont affirmé que ces rapatriements sont le début d'une « opération de déportation » visant des milliers de civils irakiens qui résidaient au Koweït et qui ont été arrêtés à la fin de la guerre.

Salah Salduri est de ceux qui se sentent indésirables en Irak. De l'autocar qui s'apprête à l'emmenner dans son pays, il lance aux journalistes : « Je ne veux pas partir ».

Les correspondants de presse ont été empêchés de parler aux Irakiens expulsés et une journaliste américaine, Soni Efron, s'est vue saisir son film pour avoir photographié les autocars.

Un premier convoi a transporté dimanche 40 à 45 détenus, a-t-on

appris de sources concordantes. Les passagers pleuraient, selon un responsable occidental qui les a vus traverser la frontière koweïto-irakienne.

Ces opérations sont en contradiction avec l'accord conclu le 7 mars entre l'Irak et les forces alliées et qui régit le rapatriement des prisonniers de guerre et des civils détenus.

Le Monde logo and sidebar information: Autres informations E3 et E4

Les élections en Inde reprennent dans un climat d'incertitude

Agence France-Presse NEW DELHI

Les élections législatives reprennent aujourd'hui en Inde, trois semaines après l'assassinat de l'ancien premier ministre Rajiv Gandhi, dont la disparition a accru les risques de voir sortir des urnes un Parlement sans majorité claire.

La police indienne a arrêté lundi et hier 11 Tamouls srilankais dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de Gandhi. Selon PTI, une agence de presse nationale, huit de ces Tamouls srilankais, membres d'une même organisation, ont été arrêtés hier à Madras, au lendemain de l'interpellation à Cuddalore d'un des leurs. Deux autres Tamouls ont été arrêtés dans le Kérala et le Tamil Nadu.

Plus de 106 millions d'Indiens sont appelés à voter dans 13 États et un territoire fédéral pour élire 114 des 545 députés à la Chambre basse ou Lok Sabha. Samedi, 218 millions d'Indiens se rendront à leur tour aux urnes afin de désigner 189 députés.

Le vote, étalé sur trois jours pour des raisons de sécurité, avait commencé le 20 mai et devait se poursuivre les 23 et 28 mai. L'assassinat de Rajiv Gandhi le 21

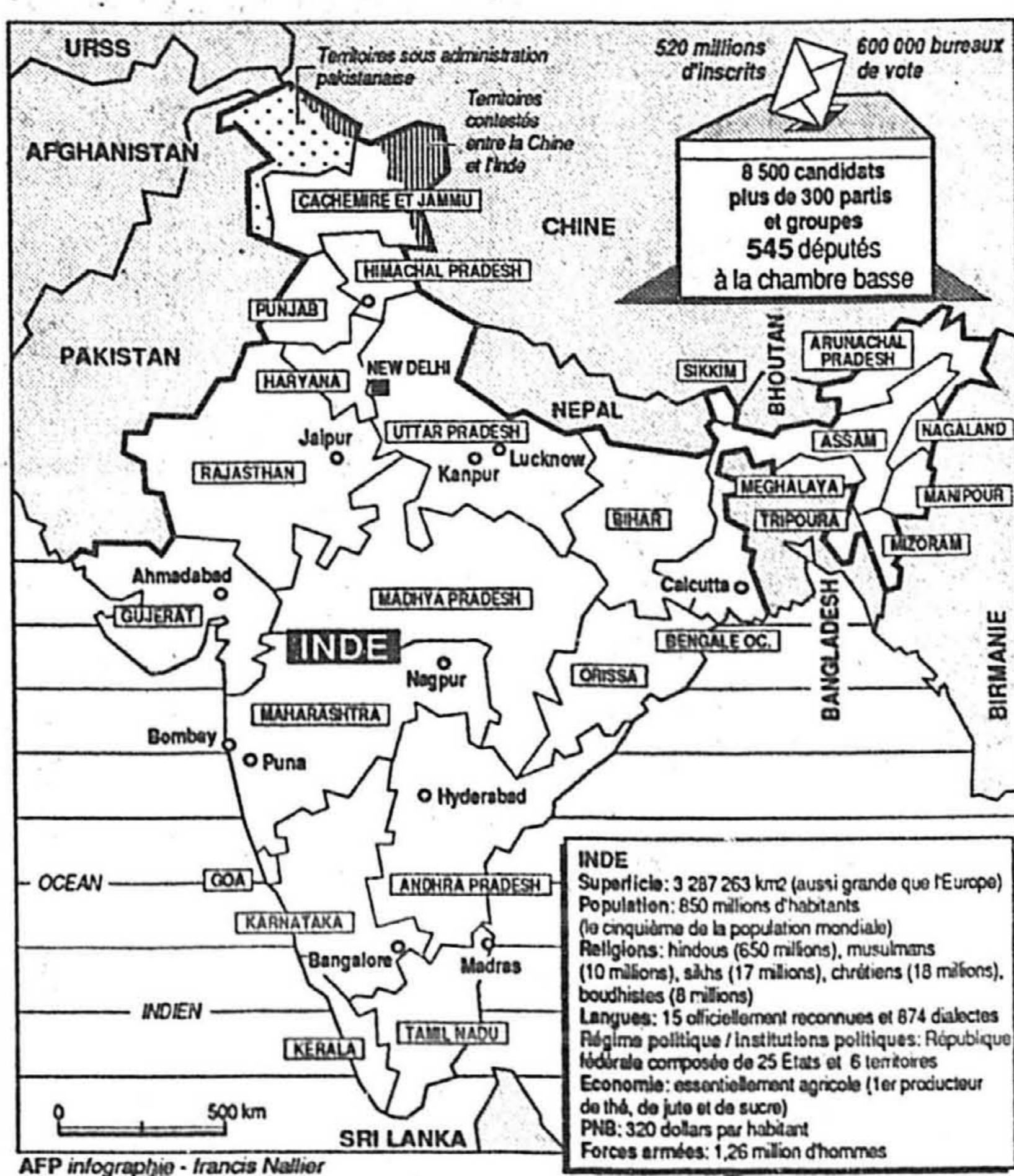
mai alors qu'il terminait sa campagne électorale dans le sud de l'Inde a conduit le gouvernement à repousser le scrutin de trois semaines, de crainte que l'assassinat ne provoque une vague de violence vengeresse.

Le Congrès (I) qu'il présidait semblait alors en mesure de finir premier, ce qui aurait permis à Rajiv Gandhi de revenir au pouvoir, éventuellement à la tête d'un gouvernement de coalition.

Sa mort a brouillé les cartes. Le slogan du Congrès (I) — « Votez pour la stabilité » — n'était plus de mise après l'offre, refusée, faite à la veuve de Rajiv Gandhi de prendre la tête du parti.

Ce geste a été interprété comme trahissant le désarroi du plus vieux parti politique indien, privé pour la première fois d'un membre de la famille Gandhi-Nehru, et fait dire qu'il n'est plus capable de diriger le pays.

La nouvelle stratégie, faisant appel à la sympathie des électeurs pour un parti et une famille qui ont gouverné l'Inde pendant 40 ans, semble avoir échoué. Le nouveau président du Congrès (I), P.V. Narasimha Rao, 69 ans, élu à l'issue d'une semaine d'hésitations, manque par ailleurs de charisme et d'une notoriété nationale.



En face de lui le Front National, qui inclut essentiellement le Janata Dal de l'ancien premier ministre Vishwanath Pratap Singh, a fait campagne pour « l'équité sociale » et la promotion des basses castes mais ne semble pas en mesure d'avoir une majorité.

Le parti qui monte, le Bharatiya Janata (BJP), formation de droite qui milite pour un « nationalisme hindou », a récupéré le slogan de la « stabilité », en faisant valoir qu'il avait des leaders connus. De deux sièges en 1984, il est passé à 86 en 1989 grâce à une alliance avec le Front, et semble cette fois capable, seul, de remporter un cinquième des sièges.

La crainte qu'il inspire à beaucoup d'Indiens de constituer une menace pour le principe de la laïcité de l'État, pourrait amener les partis communistes à rompre l'alliance conclue jusqu'à présent avec le Front national, pour se rapprocher du Congrès et barrer plus efficacement la route au BJP.

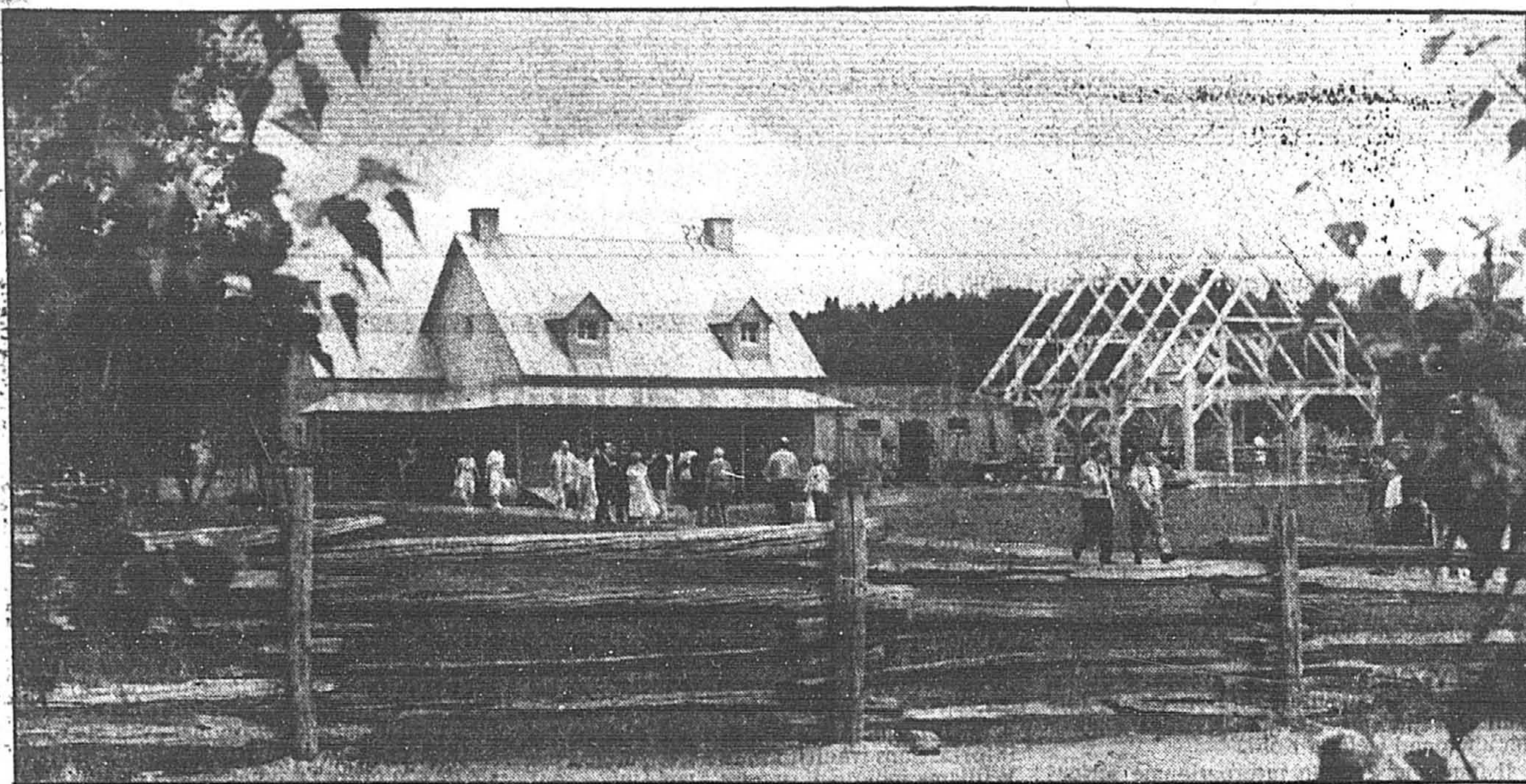
Jamais l'Inde indépendante n'avait encore connu des élections aussi compliquées et troubles par la violence qui a affecté le fonctionnement d'un pays de 850 millions qui tente de rester « la plus grande démocratie du monde ».

L'ajournement d'une partie du scrutin, après la mort de Rajiv Gandhi, est un fait sans précédent. En outre, la veille au moins 90 personnes avaient été tuées lors du premier jour de vote, et plus de 100 durant la campagne électorale.

Le scrutin a eu lieu les 6 et 15 juin dans l'État d'Assam, au nord-est, qui élisait aussi son assemblée locale. L'Assam est le théâtre de plusieurs mouvements autonomistes se livrant à de violentes guerilles, et la date des élections avait été séparée du reste du pays afin de donner aux forces de sécurité le temps de s'y déployer.

Pour la même raison, le vote pour le Lok Sabha ainsi que pour l'Assemblée locale n'aura lieu que le 22 juin au Punjab, où des extrémistes sikhs sont en lutte armée pour la création d'un État indépendant. Réunis hier à Delhi, les communistes ont indiqué qu'ils boycotteraient ces élections au Punjab, estimant que compte tenu de la violence des séparatistes sikhs, ce scrutin ne pourrait être qu'« un simulacre de démocratie ».

Enfin, aucune date n'a été fixée pour des élections au Jammu-et-Cachemire, que des extrémistes musulmans tentent par la force de séparer de l'Inde.



Marina Orsini inaugure «son» village

SUITE DE LA PAGE A 1

«C'est superbe! Je vais certainement revenir cet été avec ma mère», a commenté Marina Orsini (Émilie) qui passera «un été tranquille» entre les sessions de doublage de voix pour la version anglaise des *Filles de Caleb*, qui sera diffusée à CBC.

Germain Houde, mêlé lui aussi à la foule, avait pu s'esquiver de ses répétitions de la pièce *Les palmes de monsieur Schutz*, qui sera présentée au Théâtre du Nouveau Monde prochainement.

L'investissement total lié au Village d'Émilie frôle, jusqu'à maintenant, le million de dollars, ce qui inclut les frais de transport des bâtiments et des décors qui se trouvaient à plusieurs kilomètres au nord de Grand-Mère, et les frais d'aménagement du site qui n'était encore qu'un terrain vacant, l'automne dernier.

Le gouvernement du Québec, par la voix de son ministre de l'Agriculture Yvon Picotte, a annoncé hier une participation financière de 110 000\$. L'aide du gouvernement fédéral, selon le député de Saint-Maurice aux Communes Denis Pronovost, s'élève maintenant à près de 200 000\$.

Le Village est situé à la sortie 226 en direction de Saint-Jean-de-Piles et appartient toujours à la ville de Grand-Mère. Il a toutefois été placé sous la houlette de l'organisme paramunicipal «Le Centre de la culture», qui gère également un théâtre d'été à Grand-Mère.

Malgré la proximité d'une conurbation de plus de 40 000 habitants (Grand-Mère, Shawinigan et Shawinigan-Sud) et d'une autoroute où le trafic lourd est monnaie courante, l'effet d'antan est vraiment réussi; le jeu des atmosphères, recherché dans le moindre détail comme dans la série, est sublime.

Sous la direction de Jocelyn Joly, concepteur des décors de la télésérie *Les Filles de Caleb* — dont le curriculum vitae comprend également *Maria Chapdelaine* —, des artistes-peintres ont donné une allure centenaire en l'espace de quelques semaines à ces bâtiments installés au milieu de 400 nouvelles épinettes qui ont donné vie au terrain vacant. Même les fils électriques ont été repeints pour enlever tout ce que le visiteur aurait pu associer à l'aluminium. L'effet est réussi: les

bâtiments de la série, presque tous retouchés sur place, impressionnent par leur apparence d'authenticité.

La compagnie de production Cité-Amérique, qui a réalisé la série, a légué à la ville de Grand-Mère tous les droits d'exploitation sur les décors, le titre «Les Filles de Caleb» et les produits de promotion.

La visite débute par le cimetière et se termine par l'hôtel du Grand Nord, où Ovila avait l'habitude de «lever le coude». On y servira des mets d'époque.

À mi-chemin, il y a l'école d'Émilie.

«L'école est la seule bâtisse dans laquelle les décors de la télévision ont été entièrement «conservés», de dire Pauline Daneault, directrice du parc-thématique.

Le décor intérieur de l'école étonne par sa richesse. Avec les affiches religieuses défraîchies, les encriers en terre cuite et les lettres d'Ovila affranchies de timbres de 3 sous — véritables — à l'effigie de la reine Victoria, obliques et portant le tampon «1886», l'aménagement saura rejoindre l'inconscient collectif des visiteurs. Ceux-ci passeront en ces lieux à un rythme souhaité de 1 200 par jour, pour un total estimé à 125 000 pour l'été, selon le directeur du Centre de la culture, M. Gilles Dessureault.

«Rien, absolument rien n'a été laissé au hasard par Cité-Amérique, de noter Mme Daneault. Pas même les effets sonores puisque les visiteurs pourront entendre la musique de la télésérie à l'entrée de l'école de même qu'à la maison des Pronovost.»

Photos, cahiers, crayons, règles, gommes à effacer et même T-shirts officiels des *Filles de Caleb* seront en vente à l'école. Un kiosque de crème glacée sera également aménagé, non loin de l'hôtel du Grand Nord.

«On prévoit rentabiliser le site sur une période de trois ans, après quoi les profits seront consacrés, en grande partie, à notre projet d'expansion», de préciser Mme Daneault.

Le coût des visites est de 6,50\$ pour les adultes et de 4,50\$ pour les enfants, ce qui n'inclut pas les tours de calèche.

Le parc sera ouvert du 15 juin (samedi prochain) au 22 septembre. □

PHOTOS PAUL-HENRI TALBOT, La Presse



«C'est superbe! Je vais certainement revenir cet été avec ma mère», a commenté Marina Orsini (Émilie). Après la série de présentations officielles, la comédienne prenait part avec Germain Houde (Caleb Bordeleau) au cortège officiel qui passait, lent, telle une procession, devant les habitations de son «village» qui comprennent, à part son école et sa maison, le calvaire, le cimetière, la maison de Caleb, la maison d'Émilie, la ferme des Pronovost et l'hôtel du Grand Nord.

Un policier qualifié de «plaie» les systèmes d'alarme de cambriolage

Pressé Canadienne
QUÉBEC

Le directeur du service de police de Sainte-Foy, Roland Bourget, a qualifié, hier, de véritable «plaie» le fonctionnement actuel de la plupart des systèmes d'alarme de cambriolage.

Roland Bourget soutient que 98 p. cent des 2545 appels d'alarmes de cambriolage reçus en 1990 étaient de fausses alertes et affirme que les policiers de sa ville sont de plus en plus sollicités inutilement par des systèmes commerciaux et domestiques.

«Les appels d'alarme de cambriolage représentent 10 p. cent de tous les appels que nous avons reçus en 90. Le pourcentage de fausses alertes est excessif et entraîne des pertes de temps énormes chez les patrouilleurs.»

«Les policiers sont tellement habitués à répondre à de fausses

alertes que la situation menace leur sécurité, estime-t-il.

«Le cas s'est présenté dans la région de Montréal en 1962. Des policiers avaient répondu à trois fausses alertes dans le même établissement au cours d'une semaine et se sont faits surprendre au quatrième appel par des malfaiteurs qui les ont abattus. Ils étaient arrivés sur les lieux sans aucune vigilance.»

Le chef de police de Sainte-Foy considère que l'amende de 50 \$ imposée aux propriétaires d'alarmes après trois fausses alertes ne semble pas porter suffisamment fruit.

«Il faudrait une meilleure organisation de la part des compagnies de systèmes d'alarme. Si les installations étaient pourvues d'un mécanisme de relais qui permettrait aux centrales de contrôle d'alarmes de vérifier la pertinence d'une alerte, il n'y aurait plus de problèmes.»

Selon M. Bourget, les compagnies de systèmes d'alarme possèdent la technologie qu'il faut pour mettre en place facilement un système de contrôle des alarmes.

Le problème des alertes non justifiées ne se pose pas uniquement dans la région de Québec. Le chef Bourget affirme que la question est régulièrement débattue durant les congrès réunissant les chefs de police à l'échelle de l'Amérique du Nord.

Pendant ce temps, les employés et propriétaires de dépanneurs de Québec ne se sentent pas très bien protégés par leur police municipale dans le cadre actuel des effectifs.

«Les policiers comme tels ne sont pas en cause, mais il me semble vrai que le manque de personnel entraîne des délais d'intervention qui sont vraiment très longs», affirme M. Jean-Guy Frenette, propriétaire d'un dépanneur.

Un pont couvert à Amqui sera démoli

PIERRE ROBERGE
Pressé Canadienne

Les impératifs économiques semblent devoir sceller le sort du pont couvert Anse Saint-Jean, à Amqui, au grand dam de la Société québécoise des ponts couverts (SQPC) et d'autres défenseurs du patrimoine.

La démolition de l'ouvrage de bois, construit en 1931, peut survenir dès le mois de juillet, disait lundi Gaétan Ruest, ingénieur civil, commissaire industriel et responsable local de la société.

De 103 ponts recensés au Québec, 86 font encore passer les véhicules d'une rive à l'autre. Selon la SQPC, une demi-douzaine sont menacés rien que dans le Bas-Saint-Laurent, par exemple le pont Heppell plus loin dans la même vallée, fermé à la suite

d'une crue de la rivière Matapédia le 18 mai.

À Amqui, une enveloppe de 345 000 \$ est prévue au ministère des Transports pour démolir le pont Anse Saint-Jean et construire un pont de béton à la place.

Selon le maire Gaétan Archambault, la géographie des rives à cet endroit empêche de bâtir le nouvel ouvrage en parallèle avec le pont couvert et tout indique que ce dernier devra être sacrifié. Même après une bonne réfection, il ne pourrait supporter des véhicules de plus de 12 tonnes, à moins d'en bâtir un autre «mais alors ça n'aurait plus rien à voir avec le patrimoine.»

Or le pont couvert, dont l'unique travée sert chaque jour à une centaine de familles, à des véhicules agricoles et une partie du trafic de deux gravières, «n'est

pas fonctionnel», plaide le maire Archambault.

Si le ministère opte pour une réfection du pont actuel, il faudra le doter à chaque extrémité de gabarits, c'est-à-dire des guides de volume limitant la hauteur et la largeur des véhicules.

«Dans ce cas-ci, les deux sont inconciliables, c'est un dilemme», dit le maire Archambault au sujet du patrimoine et de la vie économique.

Par ailleurs, les ponts situés sur des rangs et autres voies municipales sont de même juridiction mais le ministère des Transports en assure quand même l'entretien. Ce qui pourrait changer à long terme.

La réforme que pilote le ministre Claude Ryan, des Affaires municipales, ne mentionne pas encore un transfert aux municipalités de la responsabilité des ponts municipaux.

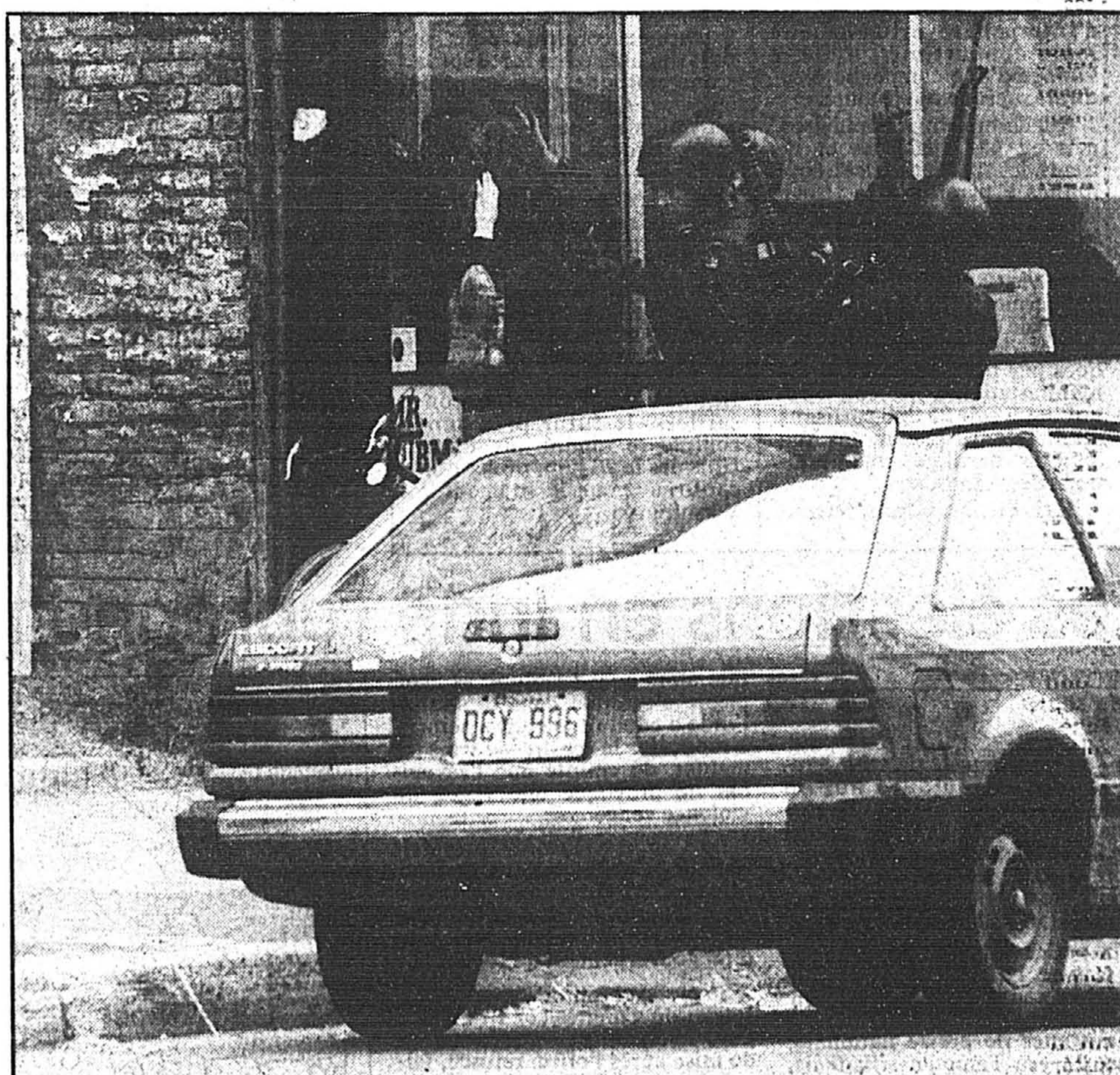


PHOTO ROBERT MADON, La Presse

Deux jeunes «punks» délogés par la police

Des policiers du groupe tactique d'intervention de la Communauté urbaine de Montréal ont agi avec rapidité, hier, vers 13 h 50, pour déloger deux jeunes «punks» armés qui s'étaient réfugiés au deuxième étage d'un immeuble désaffecté au 1267, rue Sainte-Catherine Est, tout près de la station de métro Beaudry. Quelques minutes plus tôt, un employé affecté à la rénovation de cet édifice, récemment endommagé par un incendie, avait alerté les policiers en affirmant avoir aperçu deux individus profondément endormis sur le plancher, un revolver à leur côté. Réveillés en sursaut par les forces de l'ordre cernant la maison, les deux jeunes «squatters» sont rendus sans résistance, sous les applaudissements de la foule de badauds qui a semblé apprécier cette intervention policière. Après vérification, les enquêteurs ont découvert que l'un des individus, un adolescent de 17 ans, était en fugue avec son copain de 18 ans, et que l'arme retrouvée en leur possession était une imitation d'un pistolet .45.

Le Monde

La question des otages bloque l'assistance étrangère au Liban

Agence France-Presse
BEYROUTH

Les visites simultanées à Beyrouth de Bettino Craxi, conseiller spécial du secrétaire général de l'ONU, et du secrétaire d'Etat britannique au Foreign Office Douglas Hogg, ont mis en évidence le fait que la question des otages occidentaux au Liban fait obstacle à l'aide étrangère.

Hogg, dont la visite a pour objectif de favoriser un règlement du dossier des 12 otages occidentaux (six Américains, trois Britanniques, deux Allemands et un Italien) encore détenus dans le pays, a mentionné hier explicitement ce lien dans une dé-

claration faite à l'issue d'une rencontre avec le premier ministre Omar Karamé.

«Le premier ministre m'a décrit les étapes du processus engagé par le gouvernement pour s'assurer le contrôle du sud et a souligné les besoins d'investissements européens et étrangers. J'ai insisté sur la volonté de la communauté européenne et internationale d'aider le Liban, mais cela dépend bien sûr du sentiment de confiance», a dit Hogg, ajoutant: «Ce sentiment de confiance commence à émerger et il serait grandement renforcé par la libération de tous les otages dans cette région».

Pour sa part, l'ancien premier ministre italien, Bettino Craxi, venu comme émissaire de l'ONU pour une mission d'information sur la reconstruc-

tion du Liban, a reconnu l'existence d'un problème à ce niveau. «Le problème existe mais le peuple libanais n'en est pas responsable», a-t-il déclaré hier en conférence de presse.

«Malheureusement, il y a souvent des problèmes et des situations humanitaires difficiles. Mais il faut prendre la question dans son ensemble: le problème est qu'il existe un pays qui paraît sur le point de sortir de 16 années d'enfer et il faut l'aider», a ajouté Craxi.

Interprétées comme un signe que le Liban n'est plus en «quarantaine» pour la communauté internationale, ces deux visites ont été l'occasion de mesurer une fois de plus l'impact du dossier des otages sur l'image internationale du Liban et, par voie de

conséquence, sur le retour de la confiance indispensable à l'aide à la reconstruction.

A Londres, le premier ministre britannique, John Major, appelait indirectement hier Israël à relâcher des prisonniers palestiniens et arabes pour aider à la libération des otages occidentaux au Liban. C'est «un tort, pour quelque pays que ce soit, de prendre ou détenir des otages, ce que j'ai fait savoir à Israël à plus d'une occasion», a indiqué Major dans une réponse aux Communes.

L'ambassadeur israélien à Londres, Yoav Biran, a déclaré hier à la BBC-TV que son pays «veut et il est prêt à apporter sa contribution» à la libération des otages occidentaux.

La nouvelle direction du PC albanais ménage Hoxha mais purge ses adjoints

Agence France-Presse
TIRANA

Le dixième congrès du Parti communiste albanais (au pouvoir depuis 1945), qui poursuit ses travaux à Tirana, a procédé hier à une première épuration au sein de sa direction, en s'en prenant à d'anciens adjoints d'Enver Hoxha, mais tout en limitant ses critiques du fondateur de l'Albanie socialiste, mort en 1985.

En soirée, le premier ministre Ylli Bufi annonçait à la télé la formation du premier gouvernement de coalition en Albanie. Il comprend des personnalités du Parti du travail (PTA - communiste) et de quatre formations d'opposition: Parti démocratique

(PD), Parti républicain (Rep), Parti social-démocrate (SD) et Parti agraire (Agr).

Des dizaines de radeaux rudimentaires, portant chacun plusieurs dizaines de réfugiés albanais, étaient signalés entre-temps en mer Adriatique, dérivant vers l'Italie, et plusieurs centaines de réfugiés étaient recueillis sur des ferry-boats, annonçant les autorités maritimes à Brindisi.

Plusieurs anciens membres du Bureau politique ont été exclus du parti lundi soir, a indiqué hier à Tirana le secrétaire du Comité central, Xhelil Gjoni, au congrès, dont les anciens ministres de l'intérieur Simon Stefani et Hekuran Isai, ainsi que Manush Myftiu et Rita Marko, au Bureau politique depuis 1956.

De hauts responsables comme

100 000 Malgaches manifestent contre Ratsiraka

Agence France-Presse
ANTANANARIVO

Plus de cent mille personnes, selon les journalistes sur place, ont manifesté dans le calme hier après-midi dans les rues d'Antananarivo contre le régime du président Didier Ratsiraka.

Plusieurs dizaines de milliers de manifestants avaient déjà défilé la veille dans la capitale de la République malgache, grande île de l'océan Indien, à l'appel des mou-

vements d'opposition. Ces derniers réclament la tenue d'une conférence nationale afin de contraindre le pouvoir à élaborer une nouvelle constitution en collaboration avec les représentants de l'opposition et de la société civile.

En tête de la manifestation figuraient les principaux leaders de l'opposition, notamment Manandajy Rakotonirina, du Parti pour le pouvoir prolétarien (MFM), parti jadis marxiste devenu libéral, et le pasteur Richard Andriamanjato, de l'AKFM-Renouveau (communiste réformé).

L'opposition réclame l'abrogation totale de la constitution socialiste de 1975, année de l'arrivée au pouvoir de Ratsiraka.

Ce dernier est absent de Madagascar.

DEPÊCHES

PAKISTAN

PPP-arrestations

Le premier ministre de la province du Sindh, Jam Sadiq Ali, a annoncé hier l'arrestation de six militants du Parti du peuple pakistanais (PPP) en affirmant qu'ils se préparaient à assassiner des dirigeants fédéraux. Le PPP est le parti de l'ancien premier ministre Benazir Butto. Ces six militants, entraînés en Inde, voulaient assassiner entre autres, le président Ghulam Ishaq Khan et le premier ministre Nawaz Sharif, a-t-il dit. Un porte parole du PPP, le sénateur Iqbal Haider, a rejeté ces allégations «sans fondement» qui reflètent «l'incompétence» du gouvernement du Sindh face à la détérioration de l'ordre public.

CHYPRE

Emissaire américain

Le coordonnateur spécial du secrétariat d'Etat américain pour la question chypriote, Nelson Ledsky, est arrivé hier à Chypre dans le cadre d'une tournée de bons offices consacrée à l'examen du problème de l'île. Venant d'Ankara via Athènes, Ledsky a atterri à l'aéroport de Larnaca. Il doit avoir des entretiens à Nicosie avec les responsables chypriotes, notamment le président Georges Vassiliou, avant de se rendre dans la partie nord de l'île pour y rencontrer les dirigeants de la communauté chypriote-turque. Il est attendu en Grèce demain.

AFRIQUE DU SUD

Détenus politiques

Plus de 1000 prisonniers politiques, qui auraient dû être li-

bérés avant le 30 avril, restent incarcérés dans les geôles d'Afrique du sud, selon la Commission des droits de l'homme (HRC). Prenant pour référence la définition du délit politique établie par le régime de Pretoria et le Congrès national africain (ANC) lors des rencontres d'août dernier, l'organisation indépendante a indiqué hier, lors d'une conférence de presse, qu'elle chiffrait à 972 le nombre de détenus politiques dans le pays. L'administration des prisons a reconnu auprès d'associations de défense des droits de l'Homme que 284 des 972 détenus dont la libération est réclamée sont bien des prisonniers politiques.

ESPAGNE

Procès-policiers

Pour la première fois, deux policiers espagnols, Jose Amado et Michel Dominguez, se sont assis hier sur le banc des accusés pour répondre de leurs liens présumés avec le Groupe antiterroriste de libération (GAL), responsable de 26 assassinats dans les milieux indépendantistes basques dans le sud de la France entre 1983 et 1987. De très sévères mesures de sécurité entourent l'audience. Quelque 200 policiers quadrillaient la zone du tribunal. Une instruction de trois ans n'a pas permis de lever le voile sur l'affaire du Gal, mystérieuse organisation dont des rapports de presse, jamais confirmés, ont situé les instigateurs parmi des services parallèles de la police espagnole échappant au contrôle du gouvernement.

Lech Walesa demande des pouvoirs spéciaux pour désamorcer la crise

Agence France-Presse
VARSOVIE

Confronté à la multiplication des conflits, Lech Walesa a demandé hier au Parlement d'accorder au gouvernement des pouvoirs spéciaux dans le domaine économique, pour une durée d'un an, afin de tenter de désamorcer la plus grave crise sociale et politique de sa présidence.

Ces pouvoirs, qui doivent permettre au gouvernement de légiférer par décrets, visent, selon Walesa, à accélérer l'adoption de réformes économiques freinées par la Diète (Chambre des députés), alors que les Polonais, durement touchés par les mesures d'austérité, s'impatientent devant la lenteur des changements.

Toutefois, selon le porte-parole du président, les secteurs-clé de l'économie, comme le budget ou les privatisations, resteront de la compétence du Parlement.

Walesa n'est pas assuré d'obtenir le feu vert de la Diète, avec laquelle il est en conflit ouvert sur la loi électorale, à laquelle il a opposé son veto car il la juge «discriminatoire» envers l'Eglise catholique parce qu'elle interdit de faire campagne dans les lieux de culte.

Pour limités que soient ces pouvoirs spéciaux, la requête de Walesa illustre, selon les observa-

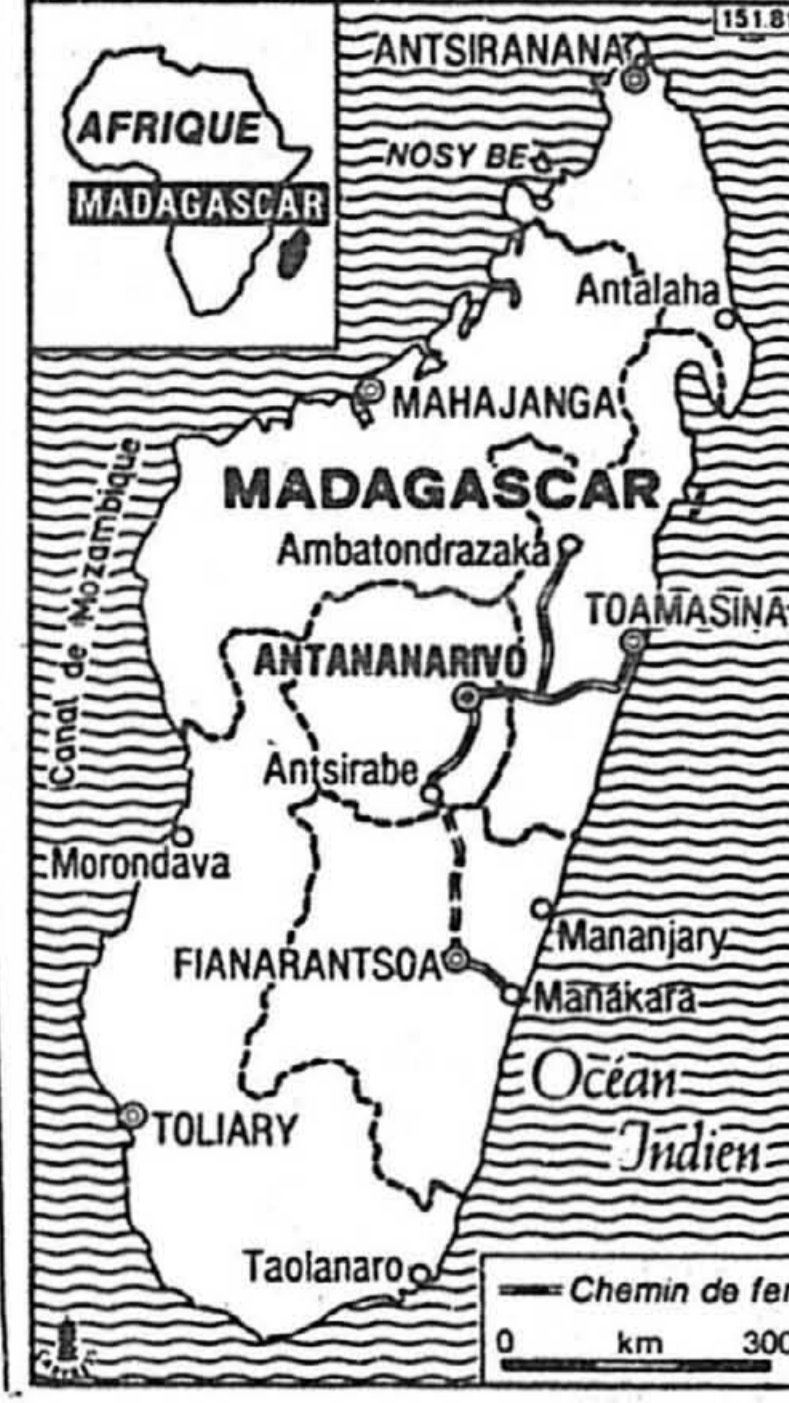
teurs, les difficultés de la jeune démocratie polonaise face aux immenses problèmes soulevés par la transformation de l'économie après 45 ans de communisme.

C'est ainsi que, pour la première fois, la visite de neuf jours de Jean-Paul II dans son pays natal et son appel à la «paix sociale» n'ont pas empêché qu'éclatent de nombreuses grèves.

Ce sont notamment les employés municipaux et les fonctionnaires (instituteurs, hôpitaux), et les travailleurs des entreprises d'Etat qui réclament de substantielles augmentations, alors que les salaires sont bloqués dans le secteur public.

Le gouvernement poursuit, sous la houlette du Fonds monétaire international, une très stricte politique d'austérité, qui s'est traduite par une maîtrise de l'inflation (2,6 p. cent en mai), mais aussi par une aggravation de la récession et du chômage (1,4 millions de sans-emploi).

«Des la fin de la visite du pape, j'ai l'intention de voyager et de corriger les erreurs que l'on m'a signalées», a dit l'ancien leader ouvrier il y a quelques jours aux chantiers navals de Gdansk, se souvenant que le candidat Walesa avait promis d'être un «pompier volant» pour éteindre les conflits. Il rencontre dès aujourd'hui les dirigeants du syndicat Solidarité.



3 000 POINTS OFFERTS, CETTE SEMAINE, DANS LA PRESSE.

Si vous êtes membre du CLUB, entrez le code suivant

72726302

Si non composez à Montréal le 251-8688 ou sans frais le 1-800-563-8688

CLUB Multi points

La Presse

LIRE LA PRESSE N'A JAMAIS ÉTÉ AUSSI EXCITANT!

Il est strictement interdit de reproduire (par tout moyen) les codes du CLUB MULTI-POINTS. Seuls les portanaires autorisés peuvent les reproduire. Les contrevenants seront poursuivis. © 1991 Le Groupe Vidéotron Inc. Tous droits réservés

AVIS PUBLIC: VENTE DE 5 JOURS

5 MILLIONS DE DOLLARS

D'INVENTAIRE DESTINÉ À UNE

GRANDE CHAÎNE DE QUINCAILLERIE MONTRÉALAISE, MAINTENANT EN FAILLITE, ET À D'AUTRES DOIT ÊTRE VENDU À PRIX DE LIQUIDATION!

JUSQU'À 50% DE RABAIS*

LIQUIDATION GIGANTESQUE, UN SEUL ENDROIT: 5255 JEAN-TALON O. (COIN DÉCARIE)

BAR-B-Q'S • MOBILIER DE JARDIN • MATELAS • BASES DE MÉTAL AJUSTABLES • VÉLOS DE MONTAGNE • CLIMATISEURS • FAUTEUILS INCLINABLES EN CUIR • PORTE-DOCUMENTS EN CUIR • EXERCISEURS POUR RAMER, PÉDALER, GRIMPER • VENTILATEURS • RADIO-RÉVEIL NUMÉRIQUE AM/FM • HAUT-PARLEUR MAINS LIBRES AVEC COMPOSITION AUTOMATIQUE 32 NUMÉROS • RUBANS TDK SA90 • RÉPONSEURS TÉLÉPHONIQUES • CHEMISES ET CHANDAILS DE GOLF • CHANDAILS ET CULOTTES DE TENNIS COORDONNÉS • TENTES EN NYLON • SACS À DOS • LECTEURS DE DISQUE COMPACT • SERRURES ALARME • VESTES DE CUIR • VALISES DE VOYAGES, ENS. 5 MORCEAUX • LAMPES PATIO À ÉNERGIE SOLAIRE • BRÛLEURS DE CAMPING • LAMPES RÉSIDENNELLES DE SÉCURITÉ • RADIO AM/FM STÉRÉO-MAGNÉTO-CASSETTE DOUBLE • ET BIEN PLUS...

GARANTIE DES MANUFACTURIERS SUR TOUS LES PRODUITS

SERVICE DE LIVRAISON DISPONIBLE STATIONNEMENT, MÉTRO NAMUR

5 JOURS SEULEMENT

mardi 11 juin de 9 h à 18 h
mercredi 12 juin de 9 h à 21 h
jeudi 13 juin de 9 h à 21 h
vendredi 14 juin de 9 h à 21 h
samedi 15 juin de 9 h à 18 h

Prix de détail courants

Liquidation sous la supervision de:

LES LIQUIDATIONS D.A.C. LIQUIDATIONS
Enr. Reg'd

5255 Jean-Talon Ouest coin Decarie
739-1691 (Ancien site de Harold Cummings)

Le Monde

Washington affirme que les Palestiniens doivent choisir leurs représentants

Agence France-Presse
WASHINGTON

Les États-Unis ont affirmé hier que les Palestiniens devaient pouvoir choisir leurs représentants à des négociations de paix avec les Israéliens dans le cadre d'une conférence de paix.

Le premier ministre israélien Yitzhak Shamir avait déclaré dimanche que les représentants palestiniens à des négociations de paix que Washington tente de mettre sur pied devraient être choisis par la Jordanie et agrées par Israël.

« Il est clair que les Palestiniens doivent choisir ceux qui les représenteraient à des négociations », a déclaré Richard Boucher, porte-parole du secrétariat d'État. La question a été discutée en profondeur avec les Israéliens et avec les Arabes.

À Tunis, le Comité exécutif de l'OLP se prononçait hier pour une participation palestinienne indépendante à une future conférence de paix, avec une délégation de Palestiniens de la diaspora et des territoires occupés.

Un communiqué de l'agence Wafa souligne l'« attachement de l'OLP aux droits nationaux de notre peuple, conformément à la légalité internationale, ainsi qu'à son droit de participer à toutes les étapes du processus de paix par une délégation équilibrée et sur un pied d'égalité (avec les autres parties) qui représente les Palestiniens de Jérusalem, des territoires et de la diaspora ».

À Istanbul, un progrès était signalé dans le rapprochement entre Israéliens et Palestiniens au conseil de l'Internationale socialiste (IS), mais le dirigeant travailliste israélien Shimon Peres

provoquait une certaine déception par sa position qualifiée de « figée » sur la question palestinienne.

Le dialogue s'est engagé

Le comité Proche-Orient de l'IS avait réuni à huis clos lundi, pour la première fois, Israéliens et Palestiniens, ces derniers comprenant notamment Fayçal Hussein, de Jérusalem, et Nabil Chaath, conseiller du président de l'OLP, Yasser Arafat.

« Le dialogue s'est engagé, il y a un frémissement », disaient en soirée les participants. « Le Parti travailliste a vraiment fait un geste, ajoutaient-ils, d'autant plus que la loi israélienne punit tout contact public avec l'OLP ».

Cependant, les propos tenus à la tribune du conseil par Shimon Peres, qui a affirmé que « l'OLP

reste un groupe terroriste », ont suscité une véritable déception, en particulier de la part de Pierre Mauroy, premier secrétaire du Parti socialiste français.

À Paris, le Conseil exécutif de l'UNESCO déplorait hier « la politique qu'Israël continue d'appliquer dans les territoires occupés dans le domaine de l'éducation » et lui demandait de se conformer « aux résolutions de l'UNESCO en la matière ».

Dans une « recommandation » adoptée hier, le Conseil a invité le directeur général de l'UNESCO, Federico Mayor, à procéder à une étude d'ensemble sur les conséquences pédagogiques des fermetures d'écoles et de la perturbation des études en Cisjordanie et dans la bande de Gaza occupées par Israël depuis 1967.

Tué à 14 ans

Un adolescent palestinien de 14 ans était abattu hier par des soldats israéliens dans le village de Beit Sira, près de Ramallah en Cisjordanie occupée. L'armée a confirmé le décès de Khaled Ismaël Khader, affirmant que l'adolescent « avait refusé d'obéir aux injonctions des militaires » qui voulaient l'arrêter.

Il est le 810^e Palestinien tué par des tirs de militaires ou de colons israéliens dans les territoires occupés depuis le début de l'Intifada en décembre 1987, selon un bilan AFP établi à partir de sources palestiniennes.

À Jérusalem, le ministre israélien de l'Intérieur, Arié Deri, se prononçait hier pour des discussions avec la Syrie sur l'avenir du plateau du Golan conquis par Israël lors de la guerre de juin 1967 et annexé en 1981.

Au cours d'une visite au Golan, le ministre, qui appartient au parti ultra-orthodoxe sépharade Shas, a appelé le gouvernement israélien à entamer des pourparlers avec Damas « pour déterminer quel drapeau doit flotter sur le plateau ». Il a toutefois posé deux conditions à un retour de la souveraineté syrienne sur le plateau : sa démilitarisation et le maintien des colonies de peuplement juif.

Enfin, le ministre égyptien des Affaires étrangères, Amr Moussa, a affirmé hier, dans une déclaration à Radio-Amman, que les résultats définitifs du processus de paix au Proche-Orient seront bientôt connus. Il a exprimé l'espoir « qu'Israël n'a pas dit son dernier mot dans sa réponse aux propositions américaines ».

Bush offre à l'URSS 1,5 milliard \$ de garanties de crédits agricoles

Agence France-Presse
WASHINGTON

Le président américain George Bush a fait hier un nouveau pas dans l'assistance aux réformes économiques en URSS en répondant favorablement à une demande soviétique de garanties de crédits de 1,5 milliard \$ pour l'achat de céréales aux États-Unis.

Cette mesure, la 2^e en une semaine en faveur de Moscou, sera suivie prochainement de l'octroi à l'URSS des avantages commerciaux de la clause de « la Nation la plus favorisée » (MFN).

Bush avait annoncé, le 3 juin, une prorogation d'un an de la levée, dans le cas de l'URSS, de l'amendement Jackson-Vanik sanctionnant les pays n'ayant pas de politique libérale en matière d'émigration, ce qui permettait à Moscou d'être candidat à des garanties de crédits américains.

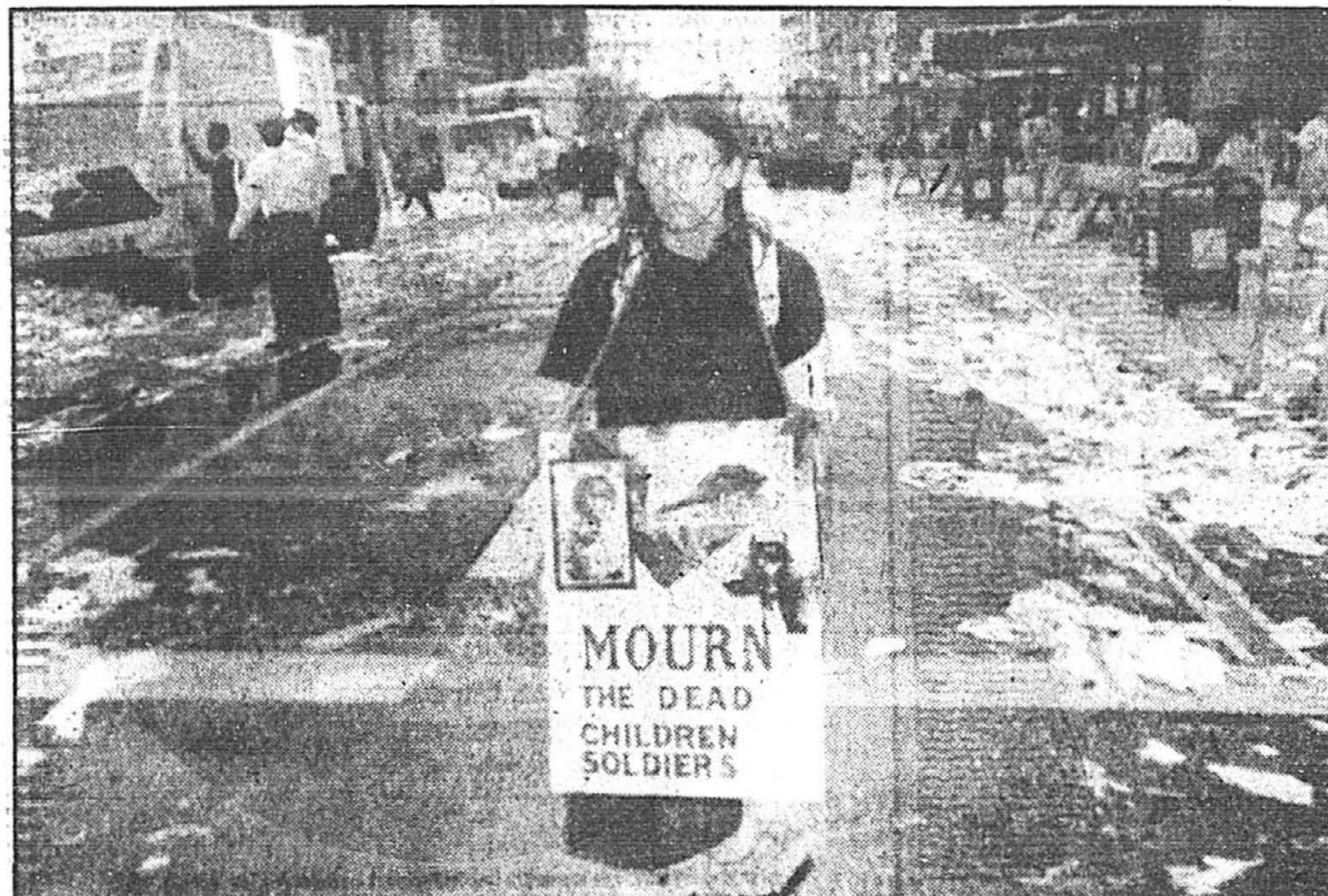
Le président américain a envoyé hier une lettre à son homologue soviétique Mikhaïl Gorbatchev pour l'informer de sa décision et pour lui expri-

mer son désir d'aider à réformer le système soviétique de distribution des produits alimentaires, a indiqué le porte-parole de la Maison-Blanche, Marlin Fitzwater.

Les garanties de crédit seront disponibles en trois temps, sur une période de neuf mois : 600 millions ce mois-ci, 500 millions en octobre et 400 millions en février 1992, a précisé Fitzwater. L'URSS pourra ainsi demander des crédits à des banques pour l'achat de céréales américaines et ces crédits seront garantis par une agence du secrétariat américain à l'Agriculture (CCC, Commodity Credit Corporation).

L'URSS a déjà bénéficié d'un milliard \$ de garanties de crédit depuis le 13 décembre, date de la levée de l'amendement Jackson-Vanik. Gorbatchev avait demandé, au début du printemps, 1,5 milliard supplémentaires dans une lettre à Bush.

« La décision du président reflète le désir de l'administration de promouvoir une évolution positive continue des relations américano-soviétiques », a dit le porte-parole de Bush.



Lendemain de victoire à New York

« La mère de toutes les parades militaires », qui a rassemblé lundi des millions de New-Yorkais le long du « Canyon des héros », à Manhattan, pour fêter la victoire militaire sur l'Irak dans la guerre du Golfe, a laissé hier les éboueurs de la métropole américaine face au « père de tous les gâchis ». Un panneau exaltant le souvenir des morts de la guerre, les militaires aussi bien que les enfants, suspendu à son cou, Ann Quintano a refait hier en solitaire le trajet du défilé, au milieu des tonnes de débris.

Le licenciement de grévistes complique les rapports entre Alger et le Front du salut

Agence France-Presse
ALGER

Au sixième jour de l'état de siège, outre les arrestations, un nouveau point de friction a surgi hier entre les autorités et le Front islamique du salut (FIS): le licenciement de plusieurs centaines de salariés, qui avaient participé à la grève générale islamiste.

Le premier ministre désigné, Sid Ahmed Ghazali, poursuit entre-temps ses consultations pour la formation de la première équipe de l'après-crise, qui ne sera pas connue, dit-on, avant jeudi. Il a notamment reçu dans l'après-midi des directeurs de journaux indépendants et de services publics.

De nouvelles arrestations d'islamistes ont eu lieu dans la nuit de lundi, selon de bonnes sources. Un communiqué de l'autorité militaire était attendu hier soir pour en préciser le nombre et les motifs. De sources concordantes, on indique que d'autres auront lieu dans les prochains jours.

La direction du FIS a gardé pour sa part un silence prudent, après avoir confirmé qu'il y avait eu des « centaines » d'arrestations à travers le territoire depuis dimanche.

Aucune indication n'a pu être obtenue jusqu'à présent auprès de l'Inspection du travail à Alger, ni auprès du ministère des Affaires sociales sur le nombre exact de grévistes islamistes licenciés ou sanctionnés par leurs employeurs, malgré les interventions des dirigeants du FIS. Leur nombre s'élèverait, selon des recoupements, à plusieurs centaines.

Le FIS avait lancé un mot d'ordre de grève générale illimitée pour obtenir l'abrogation des lois électorales et des élections présidentielles anticipées.

Pour les autorités, il s'agissait d'une « grève politique » et d'absences « irrégulières » de la part de ces salariés, qui ont pour la plupart reçu des mises en demeure pour reprendre leurs postes dans les délais légaux. En outre, affirmait-elles, le Syndicat islamique du travail (SIT), affilié au FIS, qui avait appelé à la grève, n'est pas reconnu.

Approuvant la fermeté de l'État, l'Union nationale des entrepreneurs publics et les différents syndicats patronaux, ont réclamé pour leur part la stricte application de la loi.

Les sanctions ont suscité des mouvements d'humeur. Les autorités militaires chargées de l'état de siège ont dispersé ces derniers jours plusieurs attroupements de grévistes sanctionnés dans des localités de l'ouest algérien et devant une grande cimenterie de l'algérois, à Meftah.

Le président du FIS, Abassi Madani, a été empêché dimanche de se rendre dans la base gazière de Hassi R'mel, pour négocier la réintégration de 260 grévistes islamistes. Selon la compagnie pétrolière Sonatrach, environ 1000 grévistes ont été dénombrés dans ses effectifs sur 30 000.

Dans une interview au quotidien français *La Croix*, Abassi Madani confirme enfin qu'il existait une alliance entre le FIS, l'ex-président Ahmed Ben Bella et le courant « nationaliste » du FLN (au pouvoir) qu'anime Cherif Belkacem, dirigeant des années 70.

Le roi Hussein hospitalisé à la suite d'un malaise cardiaque

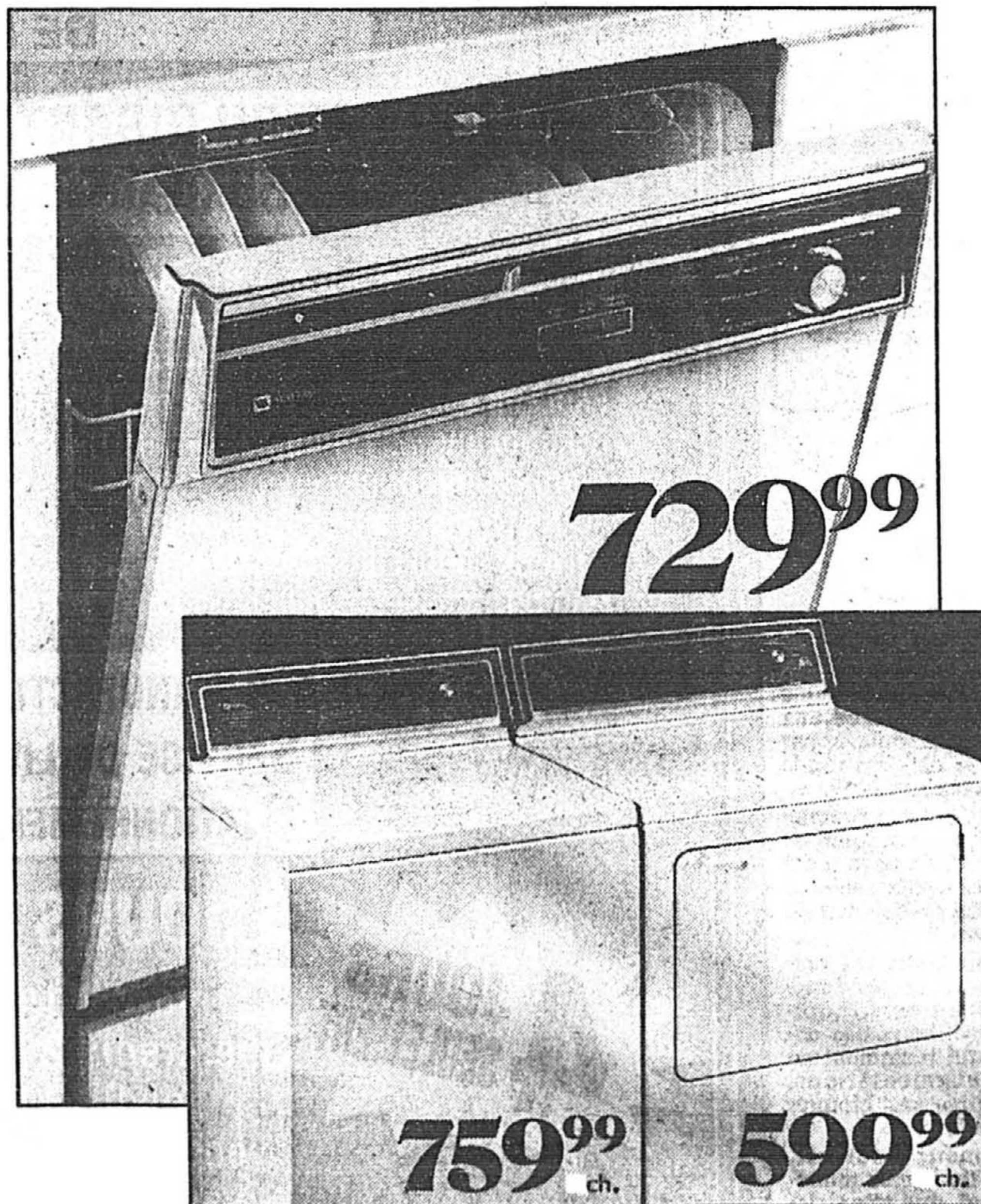
Agence France-Presse
AMMAN

Le roi Hussein de Jordanie, hospitalisé lundi à la suite d'un malaise cardiaque, est intervenu hier soir sur *Radio-Amman*, affirmant que son « problème de santé n'est pas nouveau » et qu'il l'a « surmonté plusieurs fois dans le passé ».

Le roi, qui parlait de son lit d'hôpital, a ajouté : « Je crois pouvoir reprendre prochainement mes activités pour réaliser nos objectifs au service de nos générations présentes et futures ».

Le souverain jordanien, âgé de 56 ans, a été hospitalisé après avoir ressenti des « battements de cœur irréguliers ». Son état est jugé « satisfaisant » et il est « en voie de guérison », selon un communiqué du Palais royal.

Le souverain jordanien, qui devrait quitter l'hôpital très prochainement, a un problème chronique de palpitations cardiaques depuis plus de 20 ans.

FAITES D'EATON
VOTRE premier CHOIX

POUR MAYTAG

Les électroménagers Maytag ont acquis depuis des années une réputation de qualité et de durabilité. Chez Eaton, vous pouvez vous les procurer à prix compétitifs en tout temps. De plus, vos achats sont protégés par la garantie Eaton: argent remis si la marchandise ne satisfait pas.

Lave-vaisselle à encastrer Maytag

1. Modèle fiable avec: cycle hygiénique, rinçage d'attente, cycle de lavage standard, lavage court, séchage économe, broyeur d'aliments, isolation sonore triple. Jeu de panneaux 4 couleurs compris. Modèle WU484. 729.99 ch.

Machine à laver «Fabric Matic» Maytag

2. Un appareil pratique offrant un excellent rendement. Modèle A8640 doté d'une très grande contenance, de 4 niveaux d'eau, de 3 combinaisons de température, d'un distributeur de produits assouplissants et d'un filtre intégré. Moteur résistant. Blanc. (Ton amande, 15,00 en sus). 759.99 ch.

Sèche-linge Maytag

3. Modèle DE8420 avec: cycle automatique pour tissus standard, cycle automatique pour tissus à apprêt permanent, séchage humide, réglage antifrôlement, 3 réglages de température et autres. Blanc. (Ton amande, 15,00 en sus). 599.99 ch.

Offre de remise par courrier!

Avec tout achat d'un des électroménagers suivants, vous recevrez un coupon valable pour une remise par courrier du fabricant. Offre en vigueur jusqu'au 31 juillet 1991.

Coupon de 50.00 avec la machine à laver A8640.

Coupon de 30.00 avec le sèche-linge DE8420.

Coupon de 30.00 avec le lave-vaisselle WU484.

Non déduit ici: Coupon de 60.00 avec le duo lavage superposé S6900.

Vendus à ou par tous les magasins Eaton.

Rayon des électroménagers, 257.

Venez ou composez 284-8484



POUR LA QUALITÉ ET LES PRIX

EATON

Argent remis si la marchandise ne satisfait pas

Pablo Escobar: roi de la cocaïne, Robin des Bois et... monstre!

Ses activités illégales n'ont pas fait d'ombre à son image

Associated Press
MEDELLIN

En 1983, le baron de la drogue Pablo Escobar a fait construire 500 maisons sur les collines à l'est de Medellín pour accueillir plusieurs milliers de Colombiens vivant dans des logements insalubres.

Cette oeuvre de charité, comme tant d'autres, a suscité la sympathie et la reconnaissance chez certains de ses compatriotes.

Aujourd'hui, les habitants du quartier baptisé «Medellin sans taudis» souhaitent tout le meilleur possible à Escobar au moment où il se prépare à mettre fin à ses activités.

A 42 ans, ce dernier a en effet annoncé la semaine dernière qu'il envisageait de se rendre aux autorités colombiennes. En échange de sa reddition, le gouvernement lui a promis de ne pas l'extrader vers les États-Unis comme il l'a toujours craint. Il bénéficiera également d'une peine d'emprisonnement réduite dans la maison d'arrêt qu'il a personnellement choisie à Envigado, sa ville natale.

«Le gouvernement devrait seulement le laisser vivre en paix et lui accorder la liberté», souligne



Des ouvriers terminent la construction du centre de réhabilitation qui deviendra la prison à sécurité maximale pour accueillir Pablo Escobar, dans sa ville natale d'Envigado.

Ana Francisca Ospina. Avec ses cinq enfants, cette femme vit dans le quartier «Medellin sans taudis» depuis quatre ans.

Les gros bonnets
Le verdict prononcé contre l'un des plus célèbres gros bonnets de

la drogue après sa reddition démontrera largement l'efficacité de la stratégie anti-droge mise en oeuvre par le président colombien Cesar Gaviria.

Les autorités accusent Pablo Escobar d'avoir commandité des dizaines d'enlèvements, d'assassi-

nats et d'attentats à la bombe au cours de ces sept dernières années.

Selon la police, il est responsable de la mort de juges, de journalistes, d'un candidat à la présidence, d'un procureur général et

du ministre de la Justice Rodrigo Lara Bonilla en 1984.

Mais les horreurs commises par Pablo Escobar et la création du plus important réseau de trafic de cocaïne au monde n'ont pas fait d'ombre à son image.

Tandis qu'il défendait son empire, Pablo Escobar s'est appuyé sur le sentiment courant chez les Colombiens que la cocaïne était le problème des États-Unis. Et il n'a jamais eu peur de partager une partie de ses bénéfices avec la population. Sa philanthropie l'a d'ailleurs aidé à être élu au Congrès de Colombie en 1982 en tant que représentant suppléant.

Il a fait construire des maisons pour les pauvres et des terrains de football, a donné des tracteurs, a fait nettoyer les rues d'Envigado. La région de Medellín est devenue le seul endroit dans le pays à offrir des assurances contre le chômage.

Résultat: le magazine colombien *Semana* a baptisé Escobar en 1983 le «Robin des Bois» de la région.

Mais en faisant preuve de bonté d'âme, Pablo Escobar a également réalisé des bénéfices faramineux et a usé de sa popularité pour recruter des milliers de jeunes des quartiers pauvres pour devenir ses hommes de main.

Le Burundi a besoin d'aide pour accueillir ses réfugiés

MARIE TISON
de la Presse Canadienne
OTTAWA

Le Burundi a demandé au Canada de l'aider à accueillir les milliers de réfugiés burundais qui voudraient rentrer au bercail.

Le premier ministre du Burundi, Adrien Sibomana, en visite officielle au Canada, a affirmé hier en entrevue que le gouvernement canadien s'était montré prêt à fournir l'assistance nécessaire.

Environ 200 000 Burundais vivaient présentement à l'étranger du pays, surtout en Tanzanie, mais aussi au Zaïre, au Rwanda, et dans plusieurs autres pays, dont le Canada. Ils ont quitté le Burundi, un tout petit pays situé au centre de l'Afrique, en raison des affrontements qui ont marqué les relations entre la majorité hutu et la minorité tutsi au pouvoir, au cours des 25 dernières années. Environ 350 000 Hutu auraient été massacrés en 1969, 1969, 1972-73 et 1988.

Le premier ministre Sibomana, également ministre du Plan, a affirmé que la situation avait beaucoup changé au cours des dernières années. Le gouvernement, présidé par le major Pierre Buyoya, a entrepris de refaire l'unité nationale, de démocratiser le pays et de réformer l'économie.

Plusieurs réfugiés reviennent au pays, a soutenu M. Sibomana. Depuis le début de l'année seulement, près de 5 000 réfugiés sont revenus en terre burundaise. Au cours des deux prochains mois, il pourrait y en avoir jusqu'à 15 000.

Le gouvernement burundais a créé une commission spéciale pour voir à la réinstallation et à la réinsertion sociale et professionnelle des réfugiés. Il s'agit surtout de paysans démunis, qu'il faudra nourrir, soigner et loger jusqu'à ce qu'ils soient capables de subvenir à leurs propres besoins.

M. Sibomana a affirmé que le Canada soutenait le Burundi dans cette entreprise, et qu'il était disposé à lui donner un soutien aussi bien moral que matériel.

Le premier ministre du Burundi a reconnu que ce n'étaient pas tous les réfugiés burundais qui voudraient retourner au pays. Certains ont pris une autre nationalité, d'autres ont fondé une famille, et d'autres encore sont hautement sceptiques quant au gouvernement du président Buyoya.

«Nous sentons qu'ils sont aigris, qu'ils ne disposent pas d'informations sur ce qui se passe au Burundi actuellement», a-t-il déclaré.

Le premier ministre a affirmé que plusieurs anciens réfugiés se retrouvaient dans les plus hautes fonctions de l'Etat, qu'ils étaient tranquilles, à l'aise, et qu'ils ne se plaignaient pas.

Il a fait remarquer qu'un des membres de sa délégation, un directeur général au ministère des Affaires extérieures, était un ancien réfugié.

Le Burundi dispose encore d'un régime à parti unique, mais M. Sibomana a affirmé que le pays était sur la voie du pluralisme. Le gouvernement est à préparer un référendum, qui permettra à toute la population de s'exprimer sur la question constitutionnelle.

«Il faut assurer la démocratie, a-t-il déclaré. C'est à ce seul prix que nous pourrions développer notre pays.»

Dans une allocution prononcée lors d'un déjeuner donné en l'honneur du premier ministre Sibomana, la ministre canadienne des Relations extérieures, M. Monique Landry, a félicité le Burundi pour les progrès accomplis au niveau de l'unité nationale et de la démocratisation au cours des deux dernières années.

Elle a indiqué que le Canada avait décidé de lancer un programme de coopération bilatérale avec le Burundi afin de bien démontrer son appui. Jusqu'ici, le gouvernement canadien ne faisait que financer de petits projets ponctuels au Burundi. Le nouveau programme disposera de fonds de cinq millions \$ répartis sur cinq ans.

Mme Landry a toutefois déclaré que le Canada comptait sur le Burundi pour aider le pays voisin, le Rwanda, à régler son propre problème d'unité nationale.

Les Hutus et les Tutsis se sont aussi affrontés au Rwanda au cours des années. Pas moins de 300 000 Rwandais se seraient réfugiés au Burundi. Le gouvernement rwandais a invité les réfugiés à revenir au pays, mais un conflit armé dans le nord du pays semble avoir refroidi les ardeurs.

FAITES D'EATON VOTRE PREMIER CHOIX

Voyez votre décor sous un nouvel éclairage

Profitez de ces offres lumineuses! Eaton vous présente ces articles à prix avantageux des plus compétitifs, en tout temps. Faites des achats éclairés en choisissant parmi notre sélection exceptionnelle de lampes à halogène, toutes approuvées par l'ACNOR. Ampoules éconergie comprises.

1. Lampe torchère. Noir ou blanc. Modèle 7284 **49⁰⁰** ch.
2. Lampe torchère. Noir seulement. Modèle 7339 **139⁰⁰** ch.
3. Lampe de table assortie au modèle ci-dessus. Noir. Modèle 8361 **79⁰⁰** ch.
4. Lampe de table réglable. Noir ou blanc. Modèle 8353. **119⁰⁰** ch.
5. Lampe de table. Noir ou blanc. Modèle 7250 **79⁰⁰** ch.
6. Lampadaire réglable. Noir ou blanc. Modèle 8702 **129⁰⁰** ch.
7. Lampe torchère. Noir ou blanc. Modèle 8703 **119⁰⁰** ch.



Vendues à ou par tous les magasins Eaton, sauf Beloeil. Rayon des lampes et accessoires, 377.

Venez ou composez: 284-8484

POUR LA QUALITÉ ET LES PRIX

EATON

Argent remis si la marchandise ne satisfait pas

PUBLIREPORTAGE

LE JARDIN BOTANIQUE

CAHIER SPÉCIAL, SAMEDI PROCHAIN DANS La Presse

Né en 1931, du rêve du frère Marie-Victorin, le Jardin botanique de Montréal a grandi avec harmonie et vigueur pour devenir, 60 ans plus tard, le deuxième en importance au monde. Ce cahier prestigieux, tout en couleur, met en valeur une grande réalisation québécoise où se conjuguent, de l'Asie à Montréal, beauté, science et culture. Un lieu magique, que le cahier vous fait visiter.

LE JARDIN DE CHINE CHANTE LA



AUX MONTRÉALAIS

60
ANNÉES

Une fusée nucléaire devrait placer le premier homme sur Mars vers l'an 2015

Agence France-Press
WASHINGTON

Une nouvelle mission lunaire, d'ici 12 à 14 ans, et le premier homme sur Mars vers 2015, grâce à une fusée nucléaire, sont les principales recommandations d'une commission d'experts spatiaux mise sur pied par la Maison-Blanche, et rendues publiques hier dans un rapport à Washington.

Cette commission est dirigée par l'ancien astronaute Thomas Stafford. Le rapport indique qu'il est temps d'agir sur les recommandations contenues dans un volume toujours croissant

Une tempête géomagnétique commence aujourd'hui

Reuters
WASHINGTON

Une importante tempête géomagnétique susceptible de perturber les télécommunications du monde entier commence aujourd'hui, après une série d'éruptions solaires intenses, a déclaré hier l'Administration nationale océanique et atmosphérique des États-Unis (NOAA).

La tempête pourrait également provoquer des problèmes dans les réseaux électriques.

Depuis le début du mois, le soleil a connu au moins cinq importantes éruptions, dont la plus puissante a eu lieu lundi, a précisé la NOAA, qui conseille aux responsables des réseaux électriques et aux exploitants d'oléoducs et de satellites de prendre des précautions.

L'activité solaire risque de provoquer des phénomènes d'induction dans les lignes électriques et d'entraîner une surchauffe des transformateurs.

Les couches supérieures de l'atmosphère pourront également connaître un réchauffement susceptible de perturber la trajectoire des satellites à orbite basse.

d'études sur l'avenir des programmes spatiaux américains.

Les auteurs du rapport soulignent que la future station spatiale Freedom, qui fait l'objet actuellement de vives critiques concernant aussi bien son coût que l'importance des recherches qui devraient y être faites, « est cruciale pour l'exploration et l'avenir des États-Unis dans l'espace ».

Ils ajoutent cependant que la récente réduction de la taille prévue de Freedom remet en question l'importance des recherches sur l'adaptation humaine à l'environnement spatial qui pourront y être faites. Ces conclusions sont similaires à celles d'une autre commission d'experts, rendues publiques il y a quelques mois. « Il est donc logique d'envisager le concept de l'utilisation de la Lune en tant qu'environnement préparatoire à une mission martienne », estiment-ils.

Parmi les propositions de cette commission, on relève celle concernant la construction de lanceurs ultra-lourds, capables d'emporter sur orbite des charges de plus de 200 tonnes, supérieures à celles emportées par les lanceurs lunaires Saturn, les plus gros produits à ce jour par les États-Unis.

Les auteurs du rapport envisagent également la mise au point de vaisseaux spatiaux destinés à aller sur Mars, propulsés par des moteurs mixtes nucléaire-chimique, dans lesquels un réacteur nucléaire serait utilisé pour chauffer le carburant, propulsé ensuite à une vitesse plusieurs fois supersonique à travers des tuyères spéciales.

Le rapport prévoit également divers scénarios de la conquête lunaire et martienne: l'un prévoit l'utilisation de la Lune comme site d'essais du matériel destiné au voyage vers Mars, le deuxième prévoit « l'exploration équilibrée » de la planète rouge et de notre satellite, le troisième insiste sur la nécessité de coloniser tout d'abord la Lune et le quatrième prévoit l'utilisation des matières premières sur la Lune et sur Mars pour se procurer les matériaux nécessaires à la poursuite de la conquête spatiale.

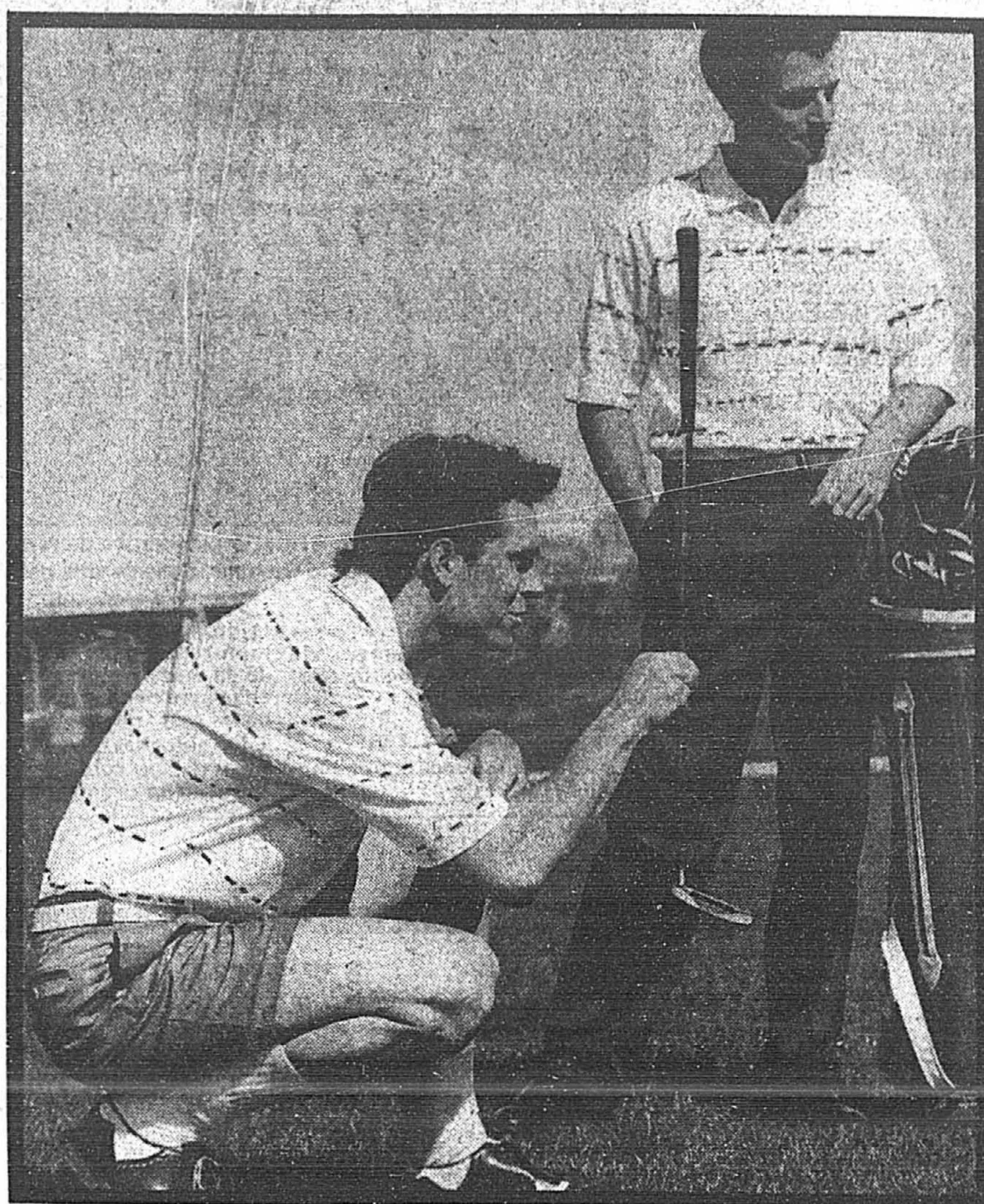
La coordination de la mode

Jantzen présente la collection Santa Fe

La coordination fait un joueur gagnant sur le parcours comme à l'extérieur. C'est un concept éprouvé mis en application par Jantzen dans sa nouvelle collection Santa Fe pour le golf. Il réalise des vêtements de tout confort et coordonne motifs et couleurs pour parfaire le tout. Visitez la nouvelle boutique Jantzen au rez-de-chaussée chez Eaton Centre-ville et ayez l'allure d'un professionnel du premier au dernier coup.

De la collection Santa Fe Polo de coton, 48.00 ch. Short en serge de coton, 48.00 ch. Pantalon en serge de coton, 60.00 ch. (Ceintures en sus).

Eaton Centre-ville seulement. Rayon de la mode tout-aller pour hommes, 428. Venez ou composez 284-8484.



EATON

Argent remis si la marchandise ne satisfait pas

★ AUBAINES ÉTOILE EATON ★

Chaussures de marques renommées en vedette!

Nunn Bush

49⁹⁹ la paire

Achat spécial

Souliers en cuir habillés ou tout-aller. Pointures: 7 à 11 avec demies, largeur large, ou 7 à 11, largeur large.

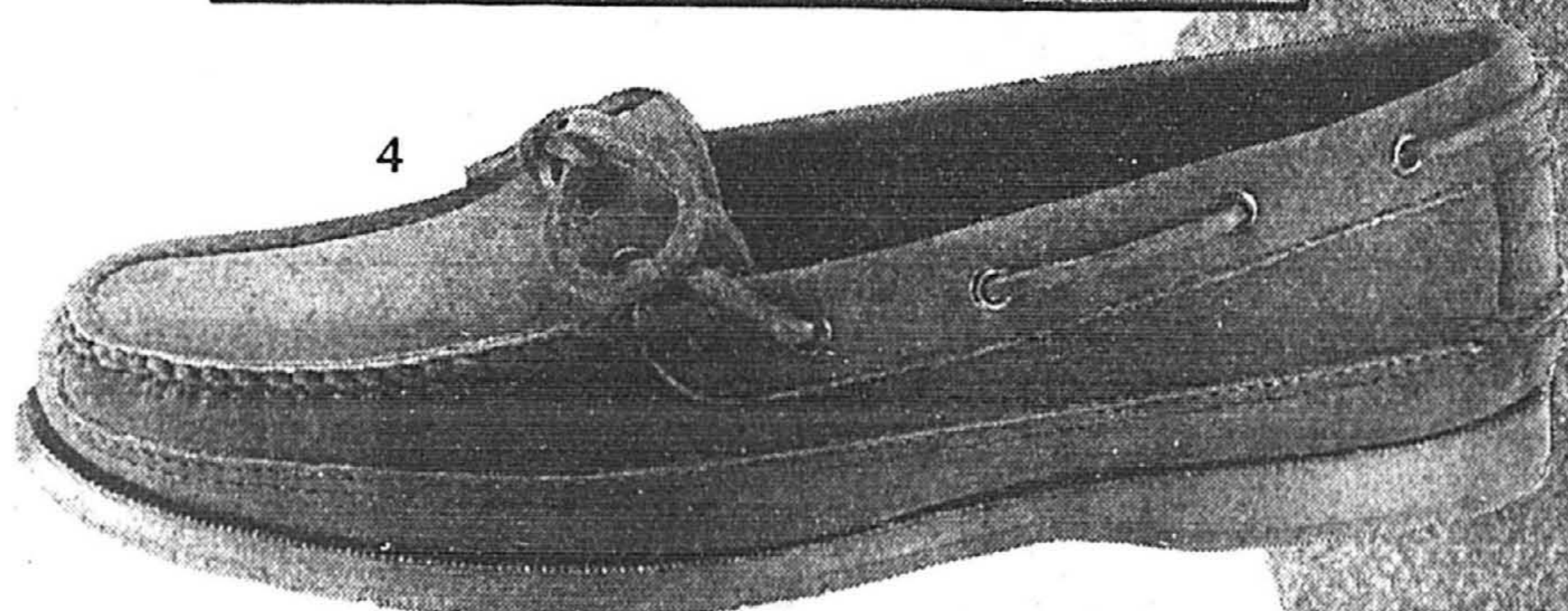
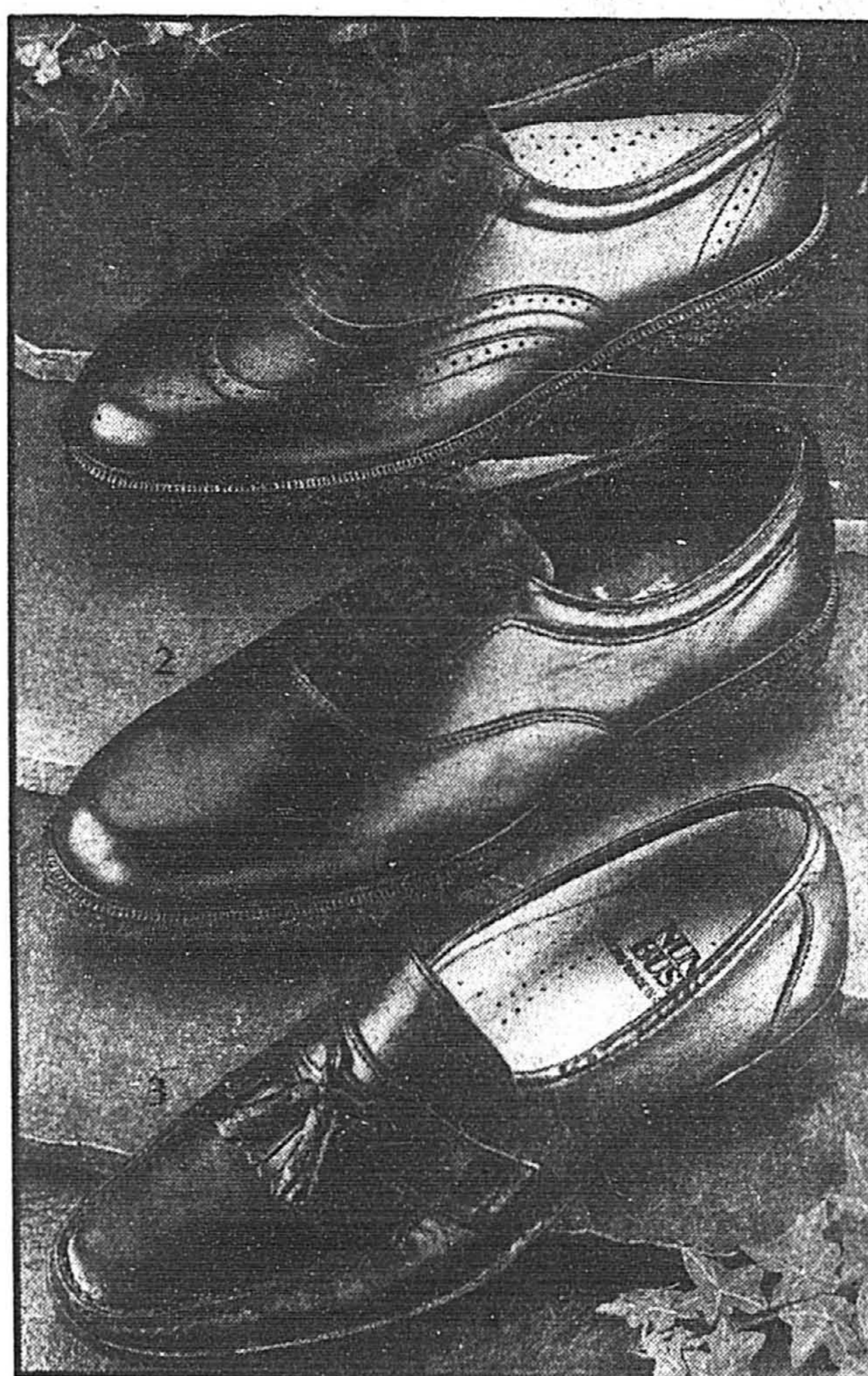
1. Richelieu à bout golf, très confortable, noir seulement.
2. Modèle lacé à bout uni, noir seulement.
3. Modèle à patte écossaise et pampille, semelle en cuir cousue main. Noir ou brun.

Sperry Topsider

49⁹⁹ la paire

Achat spécial

4. Modèle nautique à enfiler. Cuir nubuk, noir seulement. Pointures: 7 à 11, avec demies.



Rockport

89⁹⁹ la paire

Achat spécial

5. Modèle sport habillé à enfiler. Noir ou bourgogne. Pointures: 7 à 11 avec demies, largeur moyenne, ou 7 1/2 à 11, largeur large. Commandes téléphoniques sur Nunn Bush seulement. Vendues dans tous les magasins Eaton, sauf pour Rockport et Sperry: pas à Cavendish, Beloeil ni LaSalle. Rayon des chaussures, 237.

Venez ou composez 284-8484, sauf indications contraires.

HEURES DE MAGASINAGE EATON
CENTRE-VILLE ET
TOUS LES AUTRES MAGASINS EATON
Lun., mar., mer., 10h à 18h;
Jeu., ven., 10h à 21h;
sam., 9h à 17h

EATON

Argent remis si la marchandise ne satisfait pas

Greenpeace accuse Québec de protéger l'industrie au détriment de la forêt

ANDRÉ NOËL

La stratégie de protection des forêts du gouvernement protège plus l'industrie papetière que la forêt, affirme Greenpeace dans un mémoire qui sera remis ce soir au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement.

Il faut faire une véritable révolution dans l'aménagement de la forêt, notamment en associant les communautés locales dans leur gestion, a dit Diane Goulet, une porte-parole de l'organisation.

« À partir de critères économiques définis a priori, le projet de stratégie du gouvernement insère les contraintes écologiques et sociales dans la mesure où celles-ci ne remettent pas en question le cadre économique fixé », soutient Greenpeace.

« L'approche du ministère des Forêts par rapport à la lutte contre la végétation compétitrice (qui empêche les jeunes plants de conifères de pousser) en est un bel exemple. En effet, en raison de son coût moindre, on favorise le dégageant chimique au détriment d'alternatives plus sécuritaires pour l'environnement et la santé. »

Il faut cesser de faire des coupes rases sur de grandes superficies, a dit Régent Gravel, un ingénieur forestier qui a participé à la rédaction du mémoire et qui a étudié deux ans en Finlande. Actuellement, le ministère des Forêts permet aux compagnies de faire des coupes à blanc de 250 hectares.

En Europe, plusieurs pays tolèrent des coupes à blanc sur des superficies de moins de 10 hectares

(un demi hectare en Autriche), a indiqué Jub Weber, forestier et député au parti vert du Luxembourg, qui a participé à la présentation du mémoire au cours d'une conférence de presse hier.

« Les changements d'humidité et de température du sol provoqués par de vastes coupes à blanc rendent difficile l'établissement des jeunes plants, soutient le mémoire. La régénération déjà établie et les plantations ont plus de difficultés à survivre: les petits arbres dépérissent ou meurent, et s'ils survivent, ils ne poussent plus. »

« L'élimination du couvert végétal provoque presque inévitablement l'érosion du sol, qui est dépourvu de couvert forestier, de matière organique et d'un réseau racinaire. »

De plus, a dit M. Gravel, les coupes à blanc rendent souvent obligatoires le reboisement artificiel. Or, la plantation d'arbres d'une même espèce — comme le fait le ministère — amoindrit la diversité des forêts, et rendent celles-ci plus sensibles aux maladies et aux insectes.

Les coupes à blanc sont à la source d'un engrenage dangereux, a ajouté Mme Goulet. Il faut dégrader les petits conifères replantés à la main. Ce qui amène le gouvernement à encourager le recours aux défoliants, des produits chimiques dont on connaît mal les effets sur la santé.

Mme Goulet a dit que le gouvernement devrait aussi réserver les moins bons arbres à l'industrie des pâtes et papiers, et garder les arbres d'un bon diamètre à l'industrie du sciage. Greenpeace réclame aussi:

« L'arrêt du flottage du bois: « En plus d'affecter considérablement l'équilibre des milieux aquatiques par le flottage du bois sur les rivières, une quantité énorme de bois (trois à six p. cent du bois flotté) est perdu par calage. »

« La réduction, la réutilisation et le recyclage du papier et du carton. « Des mesures fiscales devraient être adoptées afin de décourager la surconsommation de papier, ainsi que la production de produits papetiers non-recyclables. »

« Un autre type de propriété: Actuellement, environ 80 p. cent de la forêt appartient à l'État, mais en pratique, elle sert presque exclusivement aux compagnies qui jouissent d'un contrat d'approvisionnement. « Un système de tenure forestière appropriée doit refléter les besoins de la collectivité », affirme Greenpeace.

Par ailleurs, Jub Weber, député vert du Luxembourg, a dit que les industries canadiennes devraient mieux s'informer de l'opinion publique européenne. S'ils ne changent pas leur pratique, ils risquent de perdre une partie de leurs débouchés.

« Les consommateurs européens font de plus en plus de pressions pour que les objets de consommation provenant de la forêt aient été produits en respectant l'environnement, a-t-il dit. Les Européens ne veulent pas contribuer au dépérissement des forêts. »

Le BAPE tient des audiences publiques à Montréal ce soir et demain soir.

Des groupes dénoncent le référendum de Varennes sur le projet de Soligaz

DANNY VEAR

Soligaz, qui a vu le jour lundi, s'oppose au référendum « indicatif » que veut tenir la Ville de Varennes, cet automne, relative-

ment au projet des sociétés Péromont, SOQUIP, SNC et Novérco.

Le 3 juin, le conseil municipal de Varennes a adopté à l'unanimité une résolution décrétant la tenue d'un référendum sur le projet Soligaz. La date du référendum n'a toutefois pas été clairement précisée. Le conseil a également demandé au gouvernement du Québec de suspendre toute décision dans ce dossier afin de permettre aux citoyens de cette localité de la Rive-Sud de se prononcer.

« Par cette consultation, la population pourra indiquer si elle est d'accord avec le projet. Elle indiquera son choix. Varennes pourra connaître le pouls de ses citoyens », note le maire de Varennes, M. Jean Robert.

De leur côté, les membres de la coalition croient que les élus de Varennes auraient simplement dû endosser la décision du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE). En fait, la coalition demande que soit respectée la décision du BAPE. « À la suite de cette décision, Varennes devait se prononcer clairement. Elle ne l'a pas fait », rappelle Mme Manon Brunet, membre de la coalition et conseillère municipale de Varennes qui, par ailleurs, a approuvé la résolution du Conseil à propos du référendum.

La Coalition contre le projet Soligaz est composée des groupes environnementaux Greenpeace et l'Union québécoise pour la conservation de la nature, d'élus municipaux de Varennes et de Montréal, et du groupe Varennes pour y vivre.

Dans sa résolution de la semaine dernière, le conseil demande que la consultation porte sur le projet Soligaz et le développement de Varennes par l'industrie lourde. Cependant, le conseil n'a pas déterminé quelle serait la question posée à la population. « Puisque le conseil n'a pas de position claire sur le projet Soligaz, je vois mal comment on pourra s'entendre sur la formulation de la question », note la conseillère Brunet.

La coalition s'inquiète également des modalités du processus de consultation de la population de Varennes.

« Il faudra encadrer le débat et établir des balises budgétaires afin d'éviter que des tiers, comme Péromont ou SNC, ne viennent modifier les résultats de la consultation avec l'aide de leur appareil de relations publiques », note M. Pierre Goyer, conseiller de l'opposition à l'hôtel de ville de Montréal et membre de la coalition.

À ce propos, les membres de la coalition comptent rencontrer le ministre des Affaires municipales, M. Claude Ryan, afin de l'informer de leurs inquiétudes quant au déroulement du référendum. Ils lui proposeront alors d'adopter une loi spéciale qui régirait les modalités du référendum.

Il y a trois semaines, le BAPE rejetait le projet Soligaz. Il avait jugé que les installations d'entreposage souterrain de liquides de gaz naturel ainsi que le transport par navires-citernes dans le fleuve Saint-Laurent comportaient trop de risques pour la population.

Des regroupements d'affaires et de syndicats de Montréal ont soutenu, la semaine dernière, que le projet Soligaz était une « nécessité économique pour la région métropolitaine ».

VOUS DÉMÉNAGEZ?

AVISEZ VOTRE PORTEUR
OU TÉLÉPHONEZ AU
285-6911

vos abonnements à La Presse
sera transféré automatiquement
à votre nouvelle adresse

Je pense donc je lis

La Presse

FAITES D'EATON VOTRE premier CHOIX



Offrez à papa un été plein de fraîcheur

La fête des Pères est une excellente occasion de remettre la garde-robe de papa à jour. Eaton facilite votre magasinage en vous offrant des prix compétitifs en tout temps, sur tous les articles en magasin. Voyez plutôt ces achats avantageux Eaton!

1. Chemise habillée «Ara-Cool» de Arrow. Coupe confortable en frais polyester et coton, facile à entretenir. Couleurs variées. Encolures 15 à 17½. Choix incomplet de tailles et de couleurs dans certains magasins.

18⁹⁹ ch.

LE CHOIX DU CLIENT EATON

2. Pantalon Eaton en laine légère offrant confort et douceur pour l'été. Devant uni ou à plis. Taupe, marine, havane, noir, gris ou sauge. Tours de taille: 32 à 42. Choix incomplet de tailles et de couleurs dans certains magasins.

44⁹⁹ ch.

Vendus à tous les magasins Eaton. Rayons de la mode masculine, 228, 429.

Achats en personne seulement



SOLDE DE L'ÉDITEUR!

Sélection de livres pour les vacances!

Faites provision de livres pour l'été! Romans, livres de cuisine, de psychologie, d'activités pour les enfants et autres, à prix très intéressants

.99 à 9.95 ch.

La sélection peut varier d'un magasin à l'autre. Rayon des livres, 205.

Achats en personne seulement.

Papa
LE 16 JUIN

POUR LA QUALITÉ ET LES PRIX

EATON

Argent remis si la marchandise ne satisfait pas

Des paléontologues du monde entier réunis à Miguasha, en Gaspésie

CAROLE THIBAudeau
MIGUASHA

Lorsque Marius Arseneault, paléontologue et directeur du parc de Miguasha, a proposé sa petite ville gaspésienne comme lieu du 7^e symposium international de paléontologie, tout le monde a accepté d'emblée, avec un rare enthousiasme.

Tout le monde, c'est-à-dire une soixantaine de paléontologues du monde entier, réunis il y a quatre ans à Beijing, lors du sixième symposium.

Pour les paléontologues, la falaise de Miguasha est l'un des sites du dévonien (période connue sous le nom d'Age des poissons, et située 170 millions d'années avant notre ère) les plus riches au monde, du point de vue de la quantité et de la qualité des fossiles qui gisent entre ses strates, et certainement le site le plus important d'Amérique du Nord.

Au cours de cette semaine, quelque 65 scientifiques en provenance de 14 pays y échangent les dernières découvertes ayant trait à l'étude des vertébrés inférieurs (les poissons et les amphibiens). C'est l'URSS qui a envoyé la plus grosse délégation (sept paléontologues). Il y a trois délégués de Chine, cinq du Musée de l'Université de Paris, quatre ou cinq du British Museum de Londres, deux Suédois, un Italien, des Allemands, des Américains... tous des gens qui, pour la plupart, n'ont jamais mis les pieds à Miguasha mais en ont toujours entendu parler.

Pour Marius Arseneault, c'est l'aboutissement d'un rêve, le couronnement d'années d'effort, un des grands moments de sa vie. «Les fossiles de Miguasha sont connus des scientifiques depuis un siècle et demi (1842)», explique le directeur du parc. Les Québécois eux-mêmes cependant, ne sont guère au courant de leur existence. La tenue du 7^e symposium de paléontologie à Miguasha coïncide avec l'inauguration du nouveau Centre d'interprétation du parc, annoncée le 4 juin dernier par le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, M. Gaston Blackburn, et dans lequel Québec a investi 1,7 million de dollars. En plus d'un amphithéâtre de 110 places, le centre abrite une collection impressionnante de 4000 spécimens.

Les paléontologues ont un programme chargé: lundi, mardi et jeudi: communications scientifiques. Aujourd'hui: recherche de fossiles sur la falaise de Miguasha. De vendredi, 14 juin à vendredi, 21 juin: visite de sites fossilifères à Port-Daniel et à Cap-aux-Os, excursions à Percé et à l'Île Bonaventure, et enfin, visites de nouveaux sites au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse.

Miguasha, qui signifie Terre rouge en langue micmac, présente des falaises stratifiées en couches sédimentaires qui se trouvaient, il y a 350 millions d'années, au fond d'un lac aujourd'hui disparu. Des huit grands groupes de poissons existant, à notre connaissance, à l'ère dévonienne, six sont représentés au site de Miguasha. Un des fossiles, celui du poisson Cheirolepis canadiensis, peut être considéré comme l'ancêtre de 90 p.cent de tous les poissons connus.

Des fillettes de 9 ans se mettent au régime

Associated Press
LONDRES

Il n'y a pas d'âge pour vouloir perdre des kilos en trop: des fillettes âgées de neuf ans suivent en effet un régime amaigrissant dans l'espoir de trouver la silhouette idéale, révèle un chercheur britannique.

À l'issue d'une étude effectuée auprès de 84 enfants âgés de neuf ans et de 86 âgés de 14 ans, le Dr Andrew Hill, de l'Université de Leeds, souligne que la moitié de ceux qui se préoccupent exagérément de leur apparence physique ne souffrent pas de problèmes de poids et qu'environ 25 pour cent d'entre eux désirent maigrir afin d'éliminer les rondeurs à la taille, aux hanches et aux cuisses.

Ainsi des fillettes de neuf ans qui se soumettent à un régime consistant onze pour cent de calories de moins que la norme quotidienne recommandée à un tel âge. Selon le Dr Hill, prendre une telle initiative peut perturber les changements hormonaux et physiques intervenant au moment de la puberté.

En outre, le Dr Richard Williams, psychiatre pour enfants et adolescents au Royal Hospital de Bristol et porte-parole du British Royal College of Psychiatry explique que les enfants préoccupés par leur apparence et désireux de maigrir sont plus enclins à avoir des désordres nutritionnels à l'adolescence et à l'âge adulte.

D'après lui, ces enfants ont une image dévalorisée d'eux-mêmes et choisissent pour modèles les femmes ou hommes minces qu'ils voient à la télévision.

Mais le poisson le plus célèbre, celui qui a fait la réputation scientifique de Miguasha, c'est le fameux Eusteopteron foordi, dont on peut actuellement admirer un exemplaire à l'Expotec, dans le Vieux-Port de Montréal. Ce poisson étonnant est doté d'un double système respiratoire, et ses nageoires sont munies d'un os qui préfigure déjà l'apparition des premières pattes. L'Eusteopteron fait partie du groupe de poissons qui ont réalisé un passage de l'évolution, de la vie aquatique à la vie terrestre. Ce poisson a été trouvé il y a cinquante ans par le cultivateur Joe Landry, qui a envoyé sa découverte à Erik Jarvik, un paléontologue suédois. Tout ce que l'on connaît aujourd'hui de ce poisson peu commun, c'est Jarvik qui l'a découvert et publié.

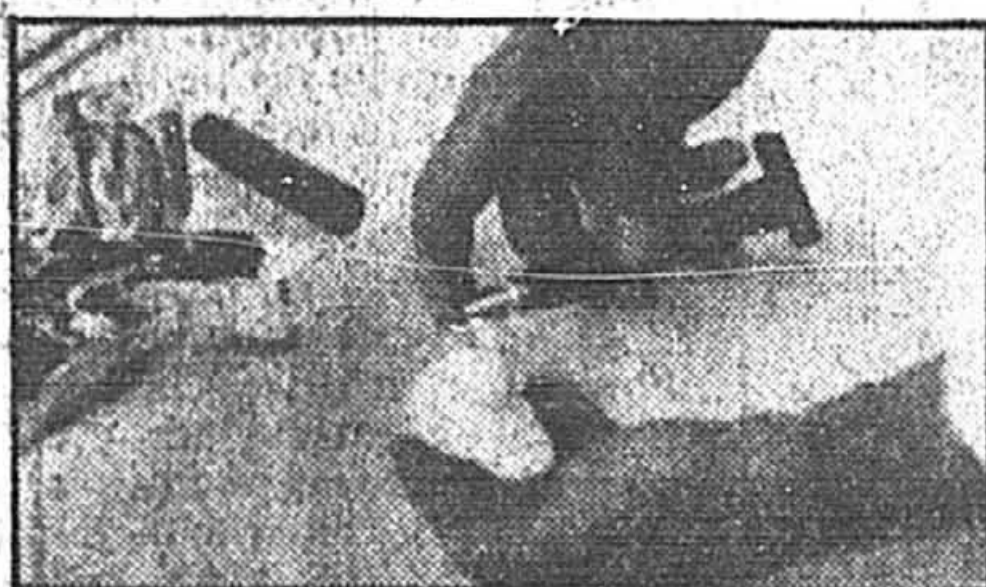
Aujourd'hui âgé de 84 ans, le professeur Jarvik est le doyen des 62 paléontologues inscrits officiellement au symposium. Alors qu'il étudie depuis cinquante ans le fossile de l'Eusteopteron, qu'il a découpé dans tous les sens, il n'était jamais venu sur le site même de Miguasha. Cette année, le 7^e symposium lui donne l'occasion de réaliser son rêve. Aussi peu démonstratif que Marius Arseneault est enthousiaste, il a confié à ce dernier: «J'ai toujours espéré me rendre sur la plage de Miguasha, au pied des falaises, et d'y fumer mon cigare tout en sirotant une bière et en regardant la mer.»

Hier après dîner, hormis la bière, cet octogénaire encore en forme a vu son vœu se réaliser. On l'a mené au pied de la falaise. Il s'est assis sur un bloc et a cassé quelques cailloux, au cas où... mais aucun fossile n'est apparu. Pour lui, c'était un pèlerinage sur les lieux à l'origine de toute sa carrière, 50 années de vie. Le flegme nordique l'a emporté sur l'expression de toute émotion. Marius Arseneault, lui, avait les larmes aux yeux: le père spirituel de Miguasha foulait enfin le sol qu'il a fait connaître au monde.

FAITES D'EATON VOTRE *premier* CHOIX

Nouveau!

RASOIR DE POCHE SWELL



Papa appréciera cette nouveauté pratique

Le rasoir Swell permet une apparence impeccable en tout temps! En un article compact, il combine un rasoir de qualité à lame jumelée et une riche crème à raser.

Aussi il s'utilise partout dès que le besoin d'un rasage se fait sentir, avant une réunion importante ou toute occasion spéciale et se range commodément dans votre poche. Ce nouveau rasoir procure de 7 à 10 rasages en tout confort. Il utilise les lames jumelées de la plupart des grandes marques et est rechargeable. Une merveilleuse idée-cadeau pour la fête des Pères!

Rasoir de poche Swell. **7.99** ch.

Offre-prime

Avec tout achat d'un rasoir de poche Swell, vous recevrez une recharge de crème à raser sans frais supplémentaires. Une prime par personne. Offre en vigueur jusqu'au 15 juin 1991.

Vendus à ou par tous les magasins Eaton.

Rayon des accessoires de beauté pour hommes, 216.

POUR LA QUALITÉ ET LES PRIX

EATON

Argent remis si la marchandise ne satisfait pas

RÉDUCTIONS

25% à 50% de rabais

sur une sélection de vêtements d'été pour hommes
Pensez à la fête des Pères!

50% de rabais

sur le prix courant étiqueté
● Pantalons de coton «north country»
● Devant à plis
● Choix de couleurs
Prix courant Eaton 39.99

19.99 ch.

Vêtements pour hommes

40% de rabais

sur le prix courant étiqueté
● Polos «Leisure 7»
● Coloris variés

Prix courant Eaton 9.99

5.99 ch.

Rayon des articles de sport

40% de rabais

sur le prix courant étiqueté
● Maillots de bain
● «Tyr» et «Sprintor»
● Unis ou rayés

Prix courant Eaton 16.99 et 19.99

9.99 et 11.99 ch.

Rayon des articles de sport

30% de rabais

sur le prix courant étiqueté
● Sélection de shorts de bain
● Variété de tons

Prix courant Eaton 22.00

14.99 ch.

Vêtements pour hommes

50% de rabais

sur le prix courant étiqueté
● Blousons de nylon
● Diverses couleurs

Prix courant Eaton 19.99

9.99 ch.

Vêtements pour hommes

30% de rabais

sur le prix courant étiqueté
● Chemises Louis Estère
● Manches longues ou courtes

Prix courant Eaton 34.00 et 30.00

22.99 et 20.99 ch.

Vêtements pour jeunes gens

25% de rabais

sur le prix courant étiqueté
● Sélection de chapeaux de paille
● Choix de coloris

Prix courant Eaton 20.00 à 50.00

14.99 à 36.99 ch.

Vêtements pour hommes

33% de rabais

sur le prix courant étiqueté
● T-shirts «Leisure 7»
● Encolure arrondie
● Couleurs variées

Prix courant Eaton 8.99

5.99 ch.

Rayon des articles de sport

40% de rabais

sur le prix courant étiqueté
● Sélection de polos «north country»
● Rayés ou unis

Prix courant Eaton 35.00

20.99 ch.

Vêtements pour hommes

Choix incomplet de tailles et de couleurs dans certains magasins.

Achats en personne seulement

Recherchez nos nombreuses offres spéciales non annoncées

EATON

Argent remis si la marchandise ne satisfait pas